ISSN 0024-7650

M 6189 - 979 - 6,00 F
3796189006007 09790

Euromissiles : le leurre du désarmement

P. 7

lutte ouvrière

Hebdomadaire - paraît le samedi - N° 979 - 7 mars 1987 - prix : 6 F

Samedi 14 mars
GALA de
Lutte Ouvrière
au Zénith
avec le
Grand Orchestre
du Splendid

Le 15 mars, avec le PS contre le racisme

Le 22 mars, avec le PC et la CGT pour la Sécu

A quand tous ensemble pour les salaires et contre le chômage ?

SOMMAIRE

INTERNATIONAL
Page 6
— Israël : Liberté pour Michel Warschawsky.
— Protestation à propos du sort des prisonniers politiques réfugiés iraniens.
Page 7
— Euromissiles : le leurre du désarmement.
Page 8-9
— Philippines : Un an après la chute de Marcos la population désarmée face à ses propres illusions et aux militaires.
— Banditisme international : la dette envers le Tiers Monde.
INTÉRIEUR
Page 4
— En bref.
Page 5
— La liberté n'a pas de prix, libérons les salaires.
— Les dirigeants du SNI pour repousser l'action après Pâques et la Trinité.
Page 6
— Affaire Abdallah : un procès mais tous les responsables ne sont pas dans le box des accusés.
Page 11
— Foyers de jeunes travailleurs.
Page 12 et 13
— Dans les entreprises : Dassault (Saint-Cloud) ; Alsthom Saint Nazaire ; Alsthom (La Courneuve), SNCF (dépôt Chapelle).
— Centres AFPA : la protestation contre l'augmentation des prix des repas s'élargit et s'organise.
LOISIRS ET CULTURE
Page 14
— Livres : Deux romans sur la Chine : *L'enfant du nouvel an* et *La cage entrebâillée* de Lao She.
Page 15
— Films : *Chronique des événements amoureux* d'Andrzej Wajda ; *Crocodile Dundee ; Le Miraculé* de J.P. Mocky.
— Théâtre : Dernière lettre d'une mère juive soviétique à son fils avec H. Roussel et A. Cellier.

LUTTE OUVRIÈRE regroupe des militants pour qui le socialisme n'a ni le visage de Mitterrand, ni celui des actuels dirigeants de l'Union Soviétique.

Les travailleurs sont seuls capables de remplacer le capitalisme par une société libre, fraternelle, humaine, car communisme et socialisme sont le seul avenir possible pour l'humanité menacée par les guerres, les crises, l'épuisement des matières premières et la pollution dus à l'anarchie et à l'égoïsme de la société actuelle.

Les travailleurs devront détruire l'appareil d'Etat de la bourgeoisie, c'est-à-dire son gouvernement mais aussi son Parlement, ses tribunaux, sa police, son armée et exercer eux-mêmes, directement, le pouvoir, car le bulletin de vote ne peut pas changer la vie.

Les travailleurs n'ont pas de patrie et ils savent qu'un peuple qui en opprime un autre ne peut pas être un peuple libre.

C'est pourquoi les militants qui animent ce journal s'affirment trotskystes, c'est-à-dire communistes et socialistes révolutionnaires et internationalistes.

LUTTE OUVRIÈRE

Hebdomadaire édité par la société Editions E.A.
BP 233, 75865 PARIS CEDEX 18.
SARL au capital de 20000 F - Durée : cinquante ans.
Gérant : Michel RODINSON - Associés : René MARMAROS, Isaac SZMULEWICZ, José CHATROUSSAT.
Directeur de la publication et responsable de la rédaction : Michel RODINSON.
Tirage : 15000 exemplaires.
Composition : Point Virgule Photocompo, Paris.
Impression : Roto de Paris, La Plaine-Saint-Denis (Seine-Saint-Denis)
Commission Paritaire des Publications n° 64995.

Adresser toute correspondance à :
LUTTE OUVRIÈRE
B.P. 233
75865 PARIS CEDEX 18

Abonnements et soutiens :
Chèques bancaires à l'ordre de Michel RODINSON.
Virements postaux à : Michel RODINSON,
CCP PARIS 6851 10 R.

BULLETIN D'ABONNEMENT

Je désire m'abonner aux publications suivantes (1) :

LUTTE OUVRIÈRE :

pour une période de un an : 180 F — pour une période de six mois : 95 F

LUTTE DE CLASSE / CLASS STRUGGLE / LUCHA DE CLASSE
Mensuel édité par Lutte Ouvrière, Spark, Combat Ouvrier, UATCI
Abonnement pour un an (France) : 80 F

NOM _____

PRÉNOM _____

ADRESSE _____

_____

_____ Code Postal _____

Joindre la somme par chèque ou mandat-lettre à l'ordre de Michel Rodinson CCP PARIS 6851-10 R. A expédier à Lutte Ouvrière, BP 233, 75865 Paris Cedex 18.

Tarifs pour l'étranger : sur demande. *(1) Rayer les mentions inutiles.*

Le 14 mars GALA de LUTTE OUVRIERE

Le samedi 14 mars à 21 heures
dans la salle du Zénith - M° Porte-de-Pantin
gala de Lutte Ouvrière avec
XAVIER LACOUTURE
La troupe du GRAND ORCHESTRE DU SPLENDID
Bal de nuit animé par
L'ORCHESTRE MICHEL GÉRARD

LE GRAND ORCHESTRE DU SPLENDID

A l'origine, la troupe est née il y a une dizaine d'années au Café-théâtre du Splendid, d'où son nom, et au Café de la gare. Il s'agissait d'un groupe qui mêlait musique et comédie en accompagnant des gens comme Coluche. Au fil des années le Grand Orchestre du Splendid a acquis la célébrité dans le genre de la comédie musicale, et a monté plusieurs spectacles, à Paris, au théâtre de la Porte-Saint-Martin, au Gymnase, aux Bouffes Parisiens, et dans des tournées en province (en 1983 avec Coluche).

Le spectacle qui sera présenté le 14 mars au Zénith c'est Tam-Tam au pays des Noirs-Blancs qui se présente comme une "aventure musicale" complètement délirante, un mélange des "Aventuriers de l'Arche perdue" et de "Tintin autour du monde". Prétexte bien sûr pour entraîner le spectateur à la poursuite des personnages aux quatre coins de la Terre. On suivra donc la malheureuse héroïne "Naphtaline", le méchant "Crapoulian", le vaillant héros "Luc Flambant" dans leurs aventures où se mêlent des prostituées, des gangsters, des flics, des fous, des acrobates, des clowns, un missionnaire, des bonnes sœurs, des vieux nazis, des hippies, des Haré-Krishna, des moines tibétains, etc.

Et tous ces personnages seront campés à tour de rôle par la douzaine d'acteurs de la troupe qui jouent la comédie, chantent, font la musique (les deux tiers du spectacle sont musicaux). Il faut le faire, et il faut le voir !

XAVIER LACOUTURE

Xavier Lacouture chante depuis cinq ans et a déjà donné de nombreux concerts un peu partout en France. Ses chansons sont de petits sketches, drôles, pleins de fantaisie, d'humour, d'imagination. L'année dernière, à la fête de **Lutte Ouvrière**, *Xavier Lacouture avait enchanté ceux qui avaient vu son spectacle. Mais comme tous nos amis n'avaient pu le voir, il sera là pour la première partie de notre gala.*

L'ORCHESTRE MICHEL GERARD

Les habitués des galas de Lutte Ouvrière connaissent bien l'orchestre Michel Gérard qui a animé les bals de nuit à plusieurs reprises.

PROCUREZ-VOUS RAPIDEMENT DES INVITATIONS AUPRÈS DE NOS MILITANTS OU EN ÉCRIVANT AU JOURNAL

FÊTE de Lutte Ouvrière au HAVRE
Dimanche 29 mars de 12 h à 20 h
Salle des fêtes de Graville

Le 15 mars avec le PS contre le racisme, Le 22 mars avec le PC et la CGT pour la Sécu, A quand tous ensemble pour les salaires, et contre le chômage ?

Le dimanche 15 mars, le Parti Socialiste et un grand nombre d'organisations qui lui sont liées appellent à manifester contre le racisme, plus précisément contre la nouvelle mouture du projet gouvernemental de "code de la nationalité" (la première avait été prudemment retirée de la circulation devant la révolte des étudiants et des lycéens). Le Parti Communiste et des organisations d'extrême-gauche invitent aussi à s'associer à cette manifestation.

Le dimanche 22 mars, au tour du Parti Communiste et de la CGT d'appeler les travailleurs à manifester *"contre le Plan Seguin", "pour la défense de la Sécurité sociale."*

A une semaine d'intervalle, les travailleurs sont invités à manifester à l'initiative des socialistes, puis à l'initiative des communistes. Dans la situation actuelle, les occasions de faire de la politique sont toutes bonnes pour les travailleurs, à condition de savoir laquelle, évidemment.

Le racisme est une plaie qui s'envenime et ce "code de la nationalité" est autant une brimade contre les familles immigrées, dont les enfants nés en France n'auront pas automatiquement la nationalité française, qu'un encouragement à l'imbécillité xénophobe qu'il s'agit de flatter, pour en cueillir les fruits électoraux.

Les nouvelles mesures contre la "protection sociale" sont la poursuite du racket contre les plus pauvres, contre les vieux, contre les handicapés. Le gouvernement chipote, rabiote, rassemble au bout du compte des milliards pour en faire cadeau aux patrons, sous forme de déductions de charges sociales par exemple.

Alors oui, puisqu'on nous propose de manifester notre mécontentement contre des aspects, si ce n'est les plus décisifs, du moins les plus indignes d'une politique de classe, faisons-le, ne ratons pas l'occasion.

Mais on peut remarquer que les dirigeants du Parti Socialiste, comme ceux du Parti Communiste, sont à l'aise sur les terrains qu'ils ont choisis. Les socialistes préfèrent de loin que les travailleurs et les jeunes, de gauche, crient leur ras-l'bol du racisme contre Pasqua et Pandraud que contre feu Defferre ou Joxe. De la même façon, les dirigeants communistes préfèrent que les travailleurs dénoncent les *"atteintes à la Sécurité sociale"* quand elles sont le fait d'un gouvernement de droite que lorsqu'elles sont le fait d'un gouvernement de gauche auquel ils participent !

Mais c'est pourquoi on peut se dire qu'il y a quelque chose qui cloche là-dedans. Manifester contre le racisme, manifester contre la protection sociale qui s'en va en charpie, on veut bien. Mais le chômage ? Mais les salaires qui gèlent tandis que la Bourse flambe ? Et les travailleurs qui consentent toujours davantage de sacrifices tandis que les bourgeois pleins aux as ne savent plus quel caprice boursier s'offrir ? Qu'est-ce qu'on fait contre ça ? Est-ce que les communistes eux-mêmes ne nous disent pas que c'est l'essentiel ?

On voit bien pourquoi les dirigeants socialistes ne parlent pas aux travailleurs de lutte pour les salaires. Quand ils étaient au gouvernement, ils les avaient bloqués ! Et comme ils voudraient y revenir, ils ne vont pas se créer des ennuis à l'avance en donnant de mauvaises habitudes aux travailleurs. Et puis les dirigeants socialistes qui veulent redevenir ministres ne se font pas de bile pour cela. Il leur suffit d'attendre que Chirac se déconsidère, en espérant que Mitterrand ne sera pas trop éclaboussé. Et comme ça, aux présidentielles de 1988, les socialistes garderont peut-être la place, et gagneront peut-être le gouvernement aux législatives suivantes. Et ils pourront serrer la ceinture aux travailleurs, ou essayer de la serrer plus fort que Chirac. Qui sait ? Ils savent y faire pour tromper leur monde ! En un an de gouvernement Chirac, il y a eu bien plus de grèves, et importantes, qu'en cinq ans de gouvernement socialiste.

Les dirigeants du Parti Communiste n'appellent pas non plus à manifester pour une augmentation des salaires et la défense du niveau de vie, même s'ils en parlent beaucoup dans les colonnes de *l'Humanité*. On peut se demander pourquoi. Est-ce qu'ils craignent de ne pas être entendus, ni compris ? Mais le seront-ils davantage sur la Sécurité sociale ? Pensent-ils vraiment que davantage de monde descendra dans la rue ? Probablement pas. Et pourquoi ne pas essayer ? Les militants ouvriers combatifs du Parti Communiste, qui discutent des salaires dans les entreprises, auraient peut-être à cœur de manifester et d'inviter à manifester là-dessus.

Mais pour les dirigeants du Parti Communiste aussi, l'affaire semble politique. Derrière les phrases sur la révolution et les luttes, Marchais et les autres commencent à sérieusement lorgner du côté des prochaines élections, des alliances qu'il leur faudrait probablement faire, au moins pour le second tour, et avec qui ? A quelles conditions ? Ils se le demandent probablement mais ils savent que, de toute façon, s'ils veulent une quelconque entente, il vaut mieux qu'ils ne jouent pas aux apprentis-sorciers de la lutte sociale. Une manifestation en faveur d'une meilleure protection sociale dérangera moins le bourgeois qu'une manifestation contre le chômage et pour l'augmentation générale des salaires dans les mêmes proportions que le cours des actions en Bourse. Les dirigeants communistes, comme les dirigeants socialistes, savent ce qu'ils font et ce qu'ils ne veulent pas faire.

Cela dit, suivons-les dans la rue le 15 mars et le 22 mars. Allons-y le plus nombreux possible ! Si le choix des revendications n'est ni neutre, ni superflu, ce qui compte aussi, en politique, c'est le nombre qu'on est. Et la peur qu'on inspire en conséquence. Les étudiants et les lycéens, en novembre et décembre derniers, n'ont pas inquiété parce qu'ils refusaient le projet Devaquet mais parce qu'ils étaient des centaines de milliers dans la rue. Et si les travailleurs étaient capables de se retrouver à des centaines de milliers aussi, dans la rue, les 15 et 22 mars, même seulement contre le racisme, ou même seulement contre les économies faites contre leur santé, en attendant de se préparer à lutter contre le chômage et contre la baisse dramatique de leur niveau de vie, il y a pas mal de monde que ça inquiéterait. Dans les ministères. Dans les Conseils d'administration des grandes banques et des grandes sociétés. Et dans les états-majors politiques et syndicaux de gauche, aussi !

Arlette LAGUILLER

Irangâteux

Bien sûr qu'il n'est plus très frais, dans sa Maison-Blanche, mais il tiendra bien encore deux ans. En tout cas, il le faut, puisque son mandat n'expire qu'en janvier 1989. En attendant, ce qui va mal, ce n'est vraiment pas sa faute, il ne l'a pas fait exprès.

Certes, les commentateurs politiques avisés, à commencer par ceux du très sérieux *Monde Diplomatique* de Paris, ou de la savante *Foreign Affairs Review* de Londres, avaient cru déceler dans la reprise des ventes américaines à l'Iran un changement savamment calculé de la diplomatie américaine au Proche-Orient, tenant compte du rapport de force réel sur le terrain, et du caractère dictatorial tellement affirmé du nouveau régime iranien que celui-ci ne risquait plus du tout de soulever d'espoir dans les masses populaires, et devenait de ce fait tout aussi fréquentable pour les USA que feu le régime du shah... etc.

Mais tout ça, c'était de la foutaise. Pourquoi croire que les grands de ce monde réfléchissent plus loin que le bout du furoncle de leur nez lorsqu'ils décident d'ensanglanter telle ou telle région du globe, d'affamer tel ou tel peuple ? Non. C'est plus simple que ça. Reagan fait n'importe quoi, et ne s'en souvient même pas.

C'est, en tout cas, ce qu'il a expliqué à la télévision. *"Il y a quelques mois, j'ai dit au peuple américain que je ne me livrerai pas à un échange armes contre otages. Mon cœur et mes meilleurs sentiments me disent encore que c'est vrai, mais les faits et les preuves me disent que cela ne l'est pas..."*. Bref, c'est déjà la séparation de l'âme et du corps. Côté décomposition, à 76 ans, le président de la première puissance mondiale est déjà dans un état avancé.

Quant à un contrat avec les contras, c'est possible, mais vraiment il ne s'en souvient pas.

Mais, trêve de plaisanteries, ils étaient plutôt rassurants, ces aveux de Reagan au peuple américain. Car avec un peu de chance, le jour où il voudra appuyer sur le bouton de la guerre nucléaire, peut-être qu'il aura oublié le code.

Olivier BELIN

En bref

Vatican... nection

Un mandat d'arrêt aurait été délivré contre l'archevêque américain Paul Marcinkus, président de l'Institut pour les œuvres de la religion (IOR), la banque du Saint-Siège, et vice-gouverneur de la Cité du Vatican, en pratique le numéro deux de l'administration pontificale. C'est un "Monseigneur" et on en pince du même nom !

L'objet du mandat d'arrêt : *"Concours dans la banqueroute frauduleuse du Banco Ambrosiano"*. Ce scandale d'affaires, comme beaucoup d'autres, avait fait du fric (la faillite déclarée frauduleuse du Banco Ambrosiano laissait un trou de 1.633 millions de dollars), et des morts : Michele Sindona, mort "suicidé" en prison en 1986 ; Roberto Calvi, homme d'affaires retrouvé... pendu sous un pont de Londres en 1982.

Quand Marcinkus avait reçu des juges en 1984 une citation à comparaître, il avait invoqué une vieille législation mussolinienne qui met les personnalités du Vatican à l'abri de la justice humaine — divine trouvaille !

Entre une partie de golf et une partie de tennis, ou deux soirées mondaines, le numéro deux du Vatican devait rêver du paradis et des clés de saint Pierre. Mais il collectionnait surtout les clés des coffres de banques à découvert, sises dans divers Etats-paradis fiscaux.

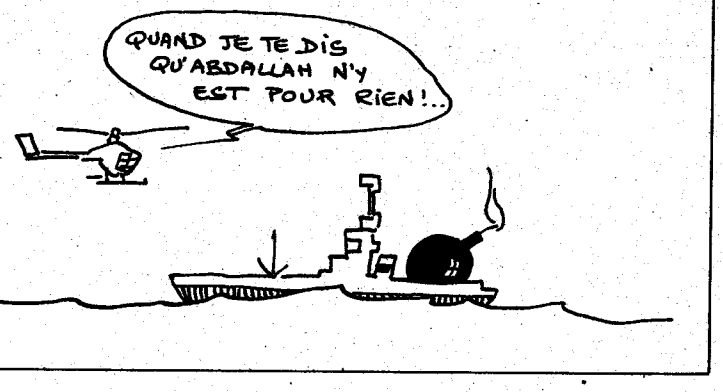
Marcinkus.

Y a-t-il un pilote dans le bateau?

Pendant des heures, le petit cargo danois *"Hornestrand"* s'est retrouvé à la dérive, dans la Manche, avec à son bord 400 tonnes d'explosifs et un début d'incendie. L'équipage ayant évacué tout de suite le navire, durant longtemps, tout le monde a ignoré ce qui se passait à bord jusqu'à ce que, finalement, deux spécialistes en explosifs prennent le risque d'aller voir : il n'y avait pas, ou plus, le feu. Cette fois ça s'est bien passé.

Le *"Hornestrand"* est certes un petit navire (62 mètres), mais il n'avait que cinq personnes d'équipage à bord. Comme il faut bien dormir de temps en temps, il ne restait plus grand monde à la barre et à la machine. Ne parlons pas de la surveillance de la cargaison.

A quand les traversées en cargo en solitaire ?



Le capitalisme est un chien pour l'homme

Un habitant du Nord, chômeur, avait laissé mourir de faim son chien enfermé dans une cave. Le tribunal de Valenciennes l'a condamné à une peine de prison avec sursis et cent heures de "travaux d'intérêt général". Il est normal que la cruauté envers les animaux soit punie. Et si le chômeur ne pouvait plus nourrir son chien, il pouvait au moins le laisser libre.

Mais que font les tribunaux à ceux qui condamnent des milliers de chômeurs à crever de faim et de froid, à mendier, à n'avoir plus où dormir ? Quel tribunal obligera les patrons à accomplir des "travaux d'intérêt général", au lieu de faire des travaux d'intérêts patronaux, pour leur profit, quel qu'en soit le prix pour la société et pour les travailleurs en particulier ?

Qui tue son chien est parfois condamné. Qui fabrique des chômeurs et les condamne parfois à crever touche des subventions gouvernementales.

Et nos salaires?

Le 1er mars, le SMIC a augmenté de 2,4 % (il passe de 4.549,48 F à 4.659,33 F). Serait-ce de la générosité de la part de nos gouvernants ? Même pas : ce n'est qu'une revalorisation automatique due à la hausse des prix.

C'est d'autant plus une fausse augmentation que l'ensemble des salaires baisse, car de plus en plus de salariés sont au chômage, et quand embauche il y a, elle se fait à des salaires inférieurs : au SMIC par exemple, ou même au sous-SMIC (TUC, PIL ou autres). Sans compter tous ceux qui ne touchent ces salaires que quelques mois dans l'année.

Alors, quitte à revaloriser, il faudrait le faire pour tous les salaires, et au taux actuel de la Bourse qui, selon la presse, battait encore des records historiques la dernière semaine de février. Au taux de l'action Saint-Gobain, par exemple, qui en deux mois a augmenté de 35 %.

Saint-Gobain au Zénith

C'est dans la salle de spectacle du Zénith que Saint-Gobain, privatisé depuis la fin décembre, a tenu une assemblée générale des actionnaires qui réunissait plusieurs milliers de cadres et inactifs (mais sans doute pas chômeurs !). La moyenne d'âge était plutôt élevée, la salle plutôt masculine !

Cette réunion a coûté 3 millions de francs. Une bagatelle à côté des bénéfices. L'action vendue 310 F en décembre valait 420 F fin février : 35 % de hausse en deux mois.

Rien à voir avec l'augmentation de salaire des travailleurs de Saint-Gobain !

Les ci-devant... loin derrière

A l'approche du bi-centenaire de la révolution de 1789, une pléiade d'historiens de droite auxquels le mot de "révolution" donne de l'urticaire, se bousculent pour philosopher sur la tare de l'histoire de France : 1789 !

Rendant compte de l'un de ces écrits, l'historien universitaire Pierre Chaunu, un des porte-parole de cette droite, conclut dans *Le Figaro* du 4 mars : *"L'inflation, donc la désorganisation de l'économie est, avec l'exode des élites* (les ci-devant émigrés), *et l'atteinte des consciences* (la lutte contre les curés royalistes), *la cause du grand déclassement de la France qui demeure l'acquis essentiel du choix malencontreux de la voie révolutionnaire, de la voie malencontreuse de la rupture, plus coûteuse et moins efficace que l'adaptation progressive"*.

Si, en 1987, les patrons français tombent par terre devant les Allemands ou les Japonais, c'est la faute à Voltaire ; le nez dans le ruisseau, c'est la faute à Rousseau. Ce Gavroche, quelle aubaine !

BNP : +50% de profits en un an! Et en plus ils voudraient qu'on banque pour les chèques...

La BNP vient de faire connaître ses résultats financiers 1986. Elle annonce 3 milliards de francs de résultat net, c'est-à-dire de profits. Des profits qui ont augmenté... de 50 % en un an !

Commentant ces chiffres, la haute direction a affirmé que si les frais généraux (dont les salaires) avaient peu progressé, *"l'amélioration de production des commissions a été très marquée"*. En clair : la BNP a facturé ses services au prix fort.

Annoncer de pareils résultats alors qu'il y a quelques semaines, les banquiers voulaient (et veulent encore, car ce n'est que partie remise) facturer les chèques est osé...

Comme l'est le fait que les banquiers voudraient n'accorder pour toute augmentation aux employés que 1 % d'augmentation de salaire au 1er mai et 0,7 % au 1er décembre...

L'argent remonte, mais les skieurs dégringolent

Les deux catastrophes de remontées mécaniques qui ont eu lieu à deux mois d'intervalle dans les stations de sports d'hiver des Orres dans les Alpes (38 blessés) et le 1er mars à Luz-Ardiden dans les Pyrénées (5 morts et 39 blessés) — sans compter l'accident évité de justesse dans une autre station — ne sont pas le fait du hasard. On commence à y voir plus clair.

Aux Orres, le sommet d'un pylône a lâché provoquant la chute des télécabines. Une pièce de métal n'avait pas l'épaisseur prévue par les normes officielles.

A Luz-Ardiden, c'est la base du pylône de tête qui a cédé, au niveau de l'ancrage dans le béton. Une polémique oppose les sociétés qui ont construit l'installation et qui s'accusent l'une l'autre. On ne sait donc pas encore si le béton était trop léger, s'il était insuffisamment armé, s'il y a eu une erreur ou une négligence concernant le nombre de boulons d'ancrage, ou s'il y a eu tout cela à la fois. Mais là aussi, c'est pour économiser quelques centaines ou quelques milliers de francs qu'on a fait cinq morts et des dizaines de blessés.

Et ce sont les deux premières sociétés françaises de construction de remontées mécaniques qui sont impliquées, l'une aux Orres, l'autre à Luz-Ardiden. Et l'administration est aussi mouillée jusqu'au cou, car son rôle, ce serait le contrôle des installations.

Mais ce qu'on n'a pas trouvé, et ce n'est pas demain la veille, c'est la façon de faire du fric sans faire de morts. C'est vraiment l'argent qui tue.

De mal en pyralène

Près de Strasbourg, en Moselle, un transformateur au pyralène a explosé. Le liquide dangereux et hautement toxique s'est répandu dans les champs. On sait que le pyralène, en brûlant, peut se transformer en dioxyne, le gaz mortel qui est à l'origine de la catastrophe de Seveso. Cela fait maintenant plusieurs années que l'on connaît les dangers, mais il reste des dizaines de milliers de transformateurs au pyralène en service en France.

On ne va tout de même pas obliger ceux qui ont fait de l'argent avec ces équipements dangereux à se dépêcher de réparer les dégâts dont ils sont responsables. Que deviendrait la liberté du capital ?

Incendie d'un transformateur à pyralène le 30 juin dernier à Villeurbanne (AFP)

La liberté n'a pas de prix, libérons nos salaires!

Le gouvernement mentait effrontément quand il affirmait que la liberté des prix ne se répercuterait pas par une ponction supplémentaire dans le budget des consommateurs : seulement avec la publication de l'indice INSEE pour janvier, le voilà "prix" la main dans le sac de la ménagère.

En janvier, les prix ont augmenté de 0,9 %, ce qui représente une belle envolée par rapport aux indices officiels antérieurs (0,1 % en novembre et décembre). En un mois, les prix ont presque autant augmenté qu'en six, l'an dernier !

Et encore, il s'agit là d'une moyenne qui masque bien des différences : ce qui a le plus augmenté, ce sont les services (+ 1,4 %) et plus encore les services privés (+ 2,1 %). C'est-à-dire des domaines qui, l'an dernier, avaient déjà grimpé en flèche (+ 7 % sur les services privés en 1986, avec des hausses de 30 à 40 % par exemple dans le domaine de la réparation automobile !).

La semaine dernière, *L'Humanité-dimanche* publiait deux factures d'une société de matériel de bureau, OCE : entre septembre 1985 et janvier 1987 (16 mois), le coût du dépannage horaire avait augmenté de 89 %, celui du forfait déplacement de 196 %. Chez Bull, depuis que le gouvernement a libéré les prix, le forfait horaire d'entretien hors contrat a tout simplement été multiplié par trois. Bien sûr, de tels exemples concernent peu de salariés en tant que consommateurs mais il suffit de faire ses courses dans une grande surface pour constater que dans de nombreux domaines de la consommation courante il se passe la même chose. Le café, par exemple : ses cours mondiaux sont à la baisse... mais cela n'empêche pas que les prix en rayon restent stables, voire augmentent comme on le voit facilement quand on trouve des paquets portant deux ou trois étiquettes superposées. Quant au porc, on a beau entendre à la radio ou à la télévision que son prix à la production diminue, on ne s'en serait jamais douté en achetant du jambon ou une côtelette !

A l'annonce de l'indice des prix de l'INSEE, Balladur, le ministre des Finances, est venu expliquer à la télévision que les responsables de cette hausse seraient les pétroliers. Il est certain que, quand le prix du pétrole et le dollar baissent, à la pompe, cela ne se voit guère. Entre autres, d'ailleurs, parce que l'Etat vient une nouvelle fois, en janvier justement, de se sucrer au passage en augmentant de 7,5 centimes par litre la taxe sur l'essence ! Mais ce sont toutes les étiquettes qui valsent en ce moment. Le gouvernement le sait pertinemment : non seulement il montre l'exemple, mais encore il a donné le feu vert à tous les possédants, petits ou grands, pour qu'ils arrondissent encore un peu plus leur pelote sur le dos des consommateurs.

Certains d'entre eux ne s'en cachent même pas, tel Calvet, le PDG de Peugeot-Citroën qui déclarait récemment qu'*"en 1987 l'augmentation des tarifs sera supérieure à l'inflation"*.

Eh oui, en 1987 (comme en 1986 d'ailleurs), les voitures augmenteront plus que l'inflation, de même qu'un plein ou une réparation. Et on voudrait nous faire admettre qu'il n'y aurait que le "prix" d'un ouvrier de l'automobile ou de n'importe quel autre salarié qui devrait, lui, rester de marbre !

P.L.

Les dirigeants du SNI pour repousser l'action après Pâques ou à la Trinité...

Pour une partie seulement du pays, la rentrée scolaire a eu lieu. Et les instituteurs et institutrices qui avaient manifesté, à plusieurs reprises, avant les vacances, ceux et celles qui avaient fait quelques heures ou quelques jours de grève (seule une toute petite minorité avait fait plus d'une semaine de grève) se sont retrouvés aussi : dès les premiers soirs de la rentrée, des assemblées par commune, par département, se tenaient pour discuter d'une éventuelle suite au mouvement. Dans quelques rares départements, des rassemblements-manifestations avaient lieu.

Cela reprend doucement. Comme avant les vacances, une petite minorité d'instituteurs et d'institutrices, généralement à l'initiative de militants d'extrême-gauche de la tendance Ecole émancipée du SNI ou du SGEN-CFDT ou à l'initiative de militants de la tendance Unité et Action (influencée par le PC) du SNI a envie de faire quelque chose. La question qui devait se discuter à la rentrée est celle de l'opportunité, et surtout de la possibilité de démarrer une *"grève générale reconductible"* des instituteurs, c'est-à-dire une grève, vraiment. Cela devait être discuté dans les écoles, et ensuite remis sur la question en particulier à la réunion de la *"Coordination nationale"* qui devrait se tenir le samedi 14 mars. Pour le moment, il est difficile de savoir ce qui sera possible. La seule chose certaine est que le mécontentement existe, contre le projet Monory concernant les maîtres-directeurs, le manque d'effectifs, mais aussi contre la politique salariale du ministère de l'Education nationale.

Ce qui est certain aussi, c'est que les dirigeants nationaux du SNI n'attisent pas les braises. Ils chercheraient à les éteindre qu'ils ne s'y prendraient pas autrement. Ils se sont réunis dès le lundi de la rentrée. La grande presse a rapporté leurs palabres. Mais leur rencontre avait surtout pour but de fixer... au 17 mai (vous lisez bien "mai") une nouvelle manifestation nationale. Et sinon, de fixer des actions relevant davantage du folklore que d'une lutte sérieuse. Mais quoi attendre de ces bureaucrates ? De ces véritables bonzes syndicaux qui, à l'Education nationale, sont bien davantage les seconds de l'administration que les porte-parole des aspirations et revendications des instituteurs ?

Il y a une revendication, en tout cas, que les dirigeants du SNI mettent soigneusement sous la table, c'est celle des salaires.

Cela dit, la minorité combative des instituteurs et institutrices, ceux qui n'avaient pas attendu les fonctionnaires syndicaux pour manifester leur mécontentement et les avaient un peu bousculés, ceux-là n'ont pas lâché prise. Ils ont rigolé à l'annonce que la prochaine manifestation aurait lieu le 17 mai. Pourquoi pas le 14 juillet ? Pourquoi pas le 31 décembre ?

Ils s'apprêtent à déjouer les pièges et les calculs des bureaucrates syndicaux socialistes — ce n'est probablement pas le plus dur —, mais surtout, c'est là que réside la plus grosse difficulté, à convaincre leurs camarades de travail qu'il faudrait lutter, qu'il faudrait trouver des façons d'exprimer le mécontentement qui existe.

Michelle VERDIER

... PROFITS

TÉLÉVISION

La "voix des jeunes" ou la voie des jeunes... pour faire du fric?

Samedi dernier, il y a eu quelques centaines, peut-être même quelques milliers de jeunes pour manifester à Paris derrière une banderole : *"Vous ne ferez pas taire la voix des jeunes"*. Lundi, ils étaient encore moins, mais aussi bien moins jeunes — Halliday, Gainsbourg, Sardou, Lavilliers, etc. — à protester contre la même chose : la suppression de TV6 et son remplacement par M6.

Certes, on comprend aisément que des artistes s'inquiètent de la disparition de TV6, une chaîne dont la plus grande partie des programmes consistait en clips, c'est-à-dire en publicité pour telle chanson ou tel chanteur, en droits d'auteur et en revenus pour les sociétés de disques qui sont derrière. On a beau dire que *"la voix est d'argent, le silence est d'or"*, le petit monde du show-business préférait donner de la voix pour ne pas perdre cette chaîne en or.

Cela dit, quel engouement soudain, de la part d'organisations de gauche voire d'extrême-gauche, pour l'une des chaînes de télé privées, pour TV6 ! Quel engouement pour ses *"clips"* et ses *"couacs"* ! TV6 n'était pas plus "la voix des jeunes" que la chaîne qui lui a succédé. La seule différence est que Métropole Télévision, alias M6 (*"Merde puissance 6"*, écrit *Le Canard enchaîné*), vient d'être lancée sous la droite tandis que TV6 avait été créée sous le précédent gouvernement. Ce qui explique d'ailleurs que *Le Matin* ou *Libération* aient versé tant de larmes sur *"la mort en direct de TV6"*, ou encore que le Parti Communiste, le Parti Socialiste et quelques autres aient soutenu la manifestation de samedi. Et puis, avec les jeunes, c'est aussi facile que vain de faire de la démagogie !

N'en déplaise à ceux qui faisaient semblant de croire que TV6 aurait été la *"voix des jeunes"*, cette voix, la vraie, on l'a bien plus entendue sur les boulevards, en novembre-décembre derniers lors des manifestations lycéennes et étudiantes que sur les ondes — muettes à ce sujet — de TV6 !

Bien sûr, maintenant, le ministre de la Culture, Léotard, celui qui était partisan du remplacement de TV6, parle de la création d'une "septième chaîne" exclusivement consacrée à la musique. S'il y a de l'argent à glaner, les maisons de disques sauront convaincre des financiers et des ministres — de cette majorité ou d'une autre ! Mais la concurrence pour les budgets publicitaires étant vive — car finalement, c'est d'abord cela qui intéresse les patrons de télévision —, on ne voit pas pourquoi M6 priverait ses spectateurs de clips ; le premier jour, elle en a passé 70.

RTL, la Lyonnaise des Eaux, Paribas et Suez — les deux plus grosses compagnies financières françaises — sont bien trop âpres au gain pour ne pas savoir "être jeunes"...

Pierre LAFFITTE

FR3 - CORSE

Et que ça saute?

L'ancien rédacteur en chef d FR3-Corse, Sampiero Sangui netti vient de sauter. Malgré le protestations de 67 des 73 mem bres du personnel de FR3 Corse, la *"pression"* du minis tre de l'Intérieur, Pasqua comme le dénoncent les syndi cats de journalistes, sembl avoir été la plus forte contre c journaliste auquel le gouverne ment reprochait un ton tro libre, notamment vis-à-vis de indépendantistes corses.

Son remplaçant est un certai Yves Rambaud, dont le prof professionnel et les liens fam liaux offrent apparemmer toute garantie au gouverne ment : ce neveu de Debré passé le plus clair de son temp comme journaliste dans les de nières colonies françaises, notamment en Martinique. De "références" qui sont peut-êtr du goût de Pasqua mais dont o doute qu'elles soient agréées e Corse où un certain espr d'indépendance se fait jour...

AFFAIRE ABDALLAH

Un procès, mais tous les responsables ne sont pas dans le box des accusés

Le procès d'Abdallah a pris l'allure d'un mauvais feuilleton télévisé.

Dans un premier temps, on a fait témoigner le sous-directeur de la DST, qui a expliqué qu'Abdallah n'était pas un dirigeant, mais un terroriste de seconde zone, contrairement à ce que l'on nous racontait jusqu'à présent. Et le procureur, qui représente le gouvernement, réclamait diplomatiquement contre l'accusé une peine réduite "ne dépassant pas dix ans de réclusion".

Puis ce fut le verdict, condamnant Abdallah à la prison à perpétuité. Ce que toute la presse a présenté comme un coup de théâtre.

Du coup, la quasi-totalité des politiciens, que ce soient les dirigeants du Parti Socialiste, ou ceux du Front National, en passant par ceux du RPR et de l'UDF, se sont félicités de voir "notre" justice manifester autant d'intransigeance et autant d'esprit d'indépendance.

Belle manifestation d'unanimité nationale. Disons plutôt d'hypocrisie nationale. Car il est bien difficile de démêler, derrière tout cela, le jeu des uns et des autres, et de voir d'où venaient les croche-pieds et les coups bas.

Mais soyons certains d'une chose : c'est que, pour tous ces hommes politiques, le sort des otages, ou la fin du terrorisme sont bien les cadets de leurs soucis.

Ils peuvent s'en servir comme prétextes à des joutes oratoires dans leurs rivalités électorales. Mais en fait, ils sont tous bien d'accord pour continuer la politique que la France impérialiste mène depuis des décennies au Moyen-Orient, et dont les retombées meurtrières se manifestent non seulement au Liban, en Irak et en Iran, mais parfois aussi ici dans un bureau de poste, ou dans un grand magasin populaire.

Et ce que ce procès a révélé, ou plutôt a confirmé, c'est que le gouvernement français, celui de Chirac, mais aussi celui qui l'a précédé, celui dirigé par les socialistes, avait des contacts non seulement avec les Etats du Moyen-Orient, mais aussi avec les organisations nationalistes qui pratiquent le terrorisme, et qui fonctionnent et agissent elles-mêmes comme des petits appareils d'Etat rivaux dont l'ambition est de devenir des appareils d'Etat en titre, reconnus par les grandes puissances.

Pourquoi ces contacts ? Pour obtenir la libération des otages, ou pour empêcher que se renouvellent des attentats en France, comme on voudrait nous le faire croire ? Absolument pas.

Ces démarches n'ont d'autres buts que de préserver ce que Mitterrand et Chirac appellent la présence française au Moyen-Orient.

Pour les capitalistes français, pour les marchands de canons, cette présence-là signifie bien autre chose qu'une formule creuse. Elle signifie la possibilité de bénéficier de fructueux marchés. Des marchés dont les peuples de ces pays font, depuis des années, les frais, dans tous les sens du terme. Car ils les payent de leur sueur, de leur sang, et de leur liberté. Mais dont la population laborieuse en France fait, elle aussi, les frais, y compris quelquefois en fournissant les victimes.

Oui, ce procès, par-delà des péripéties qui ont pu donner l'impression d'une mauvaise parodie, recouvre cette tragique réalité.

Une réalité qui, à juste titre, inquiète la population qui craint d'en subir les retombées. Mais qui n'inquiète nullement Chirac ou Mitterrand, pas plus qu'elle n'inquiète Reagan, ou du moins son entourage qui, on l'a vu récemment, a marchandé des ventes d'armes à l'Iran sous prétexte d'obtenir la libération de quelques otages.

Il faut le savoir : pour ces gens-là, qu'importent quelques victimes de plus ou de moins, au regard des bénéfices qu'ils font faire aux capitalistes ?

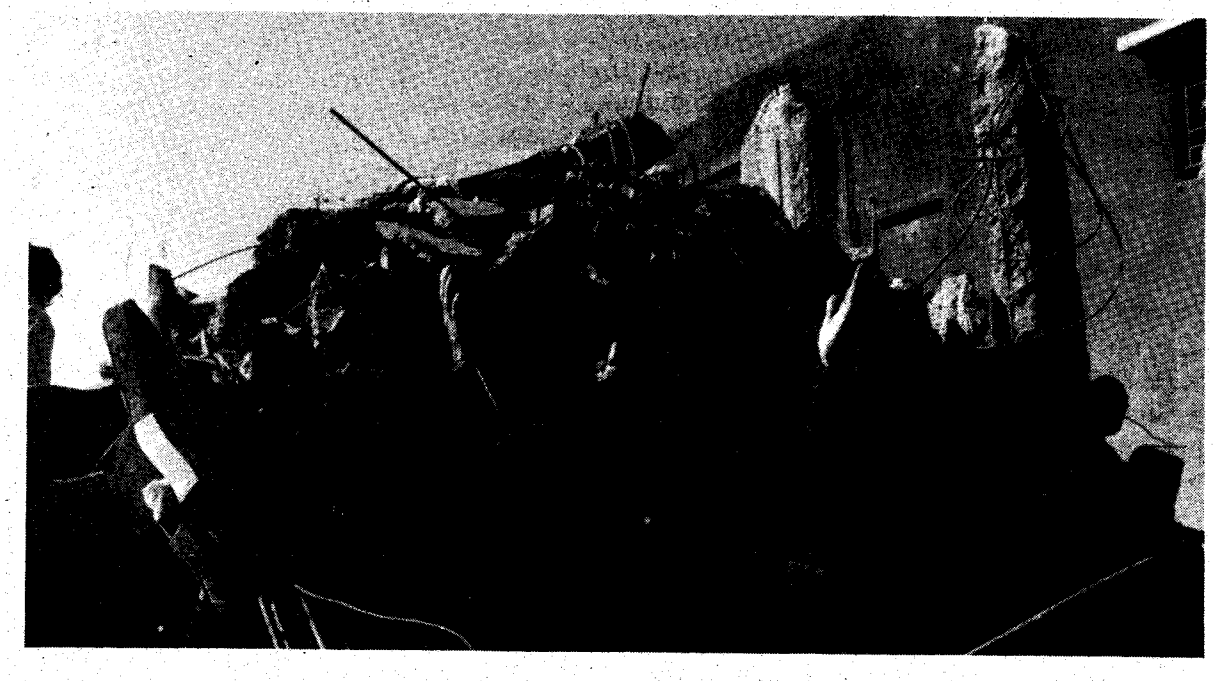
Et si des organisations telles que celle dont Abdallah est un dirigeant ont fait le choix d'une politique criminelle, qui ne contribue en rien à la libération des populations dont elles se prétendent les représentants, nous aurions tort d'oublier que ceux qui alimentent ce terrorisme aveugle et fou sont aussi ici, en France.

Ce sont ceux qui nous gouvernent.

On ne dit pas d'eux qu'ils sont aveugles, et fous.

Et pourtant...

Editorial des bulletins d'entreprise du lundi 2 mars 1987



Le terrorisme d'Etat israélien est cautionné par les puissances impérialistes, dont la France, qui le pratiquent elles-mêmes. Mais les responsables de ce terrorisme ne sont pas au banc des accusés. (AFP).

ISRAËL

Liberté pour Michel Warchawsky!

Le 16 février dernier, la police israélienne a effectué une descente dans les bureaux d'une revue donnant des informations sur la situation dans les territoires palestiniens occupés par Israël. Les autorités israéliennes voulaient apparemment faire un exemple : elles agissaient en vertu d'un décret "contre le terrorisme" — qui n'avait jamais été appliqué jusqu'alors — et avaient convoqué la télévision afin que le reportage sur cette opération soit diffusé à une heure de grande écoute.

Sur place étaient arrêtés quatre militants, certains juifs, d'autres arabes, sous l'accusation de *"rendre service à une organisation terroriste, notamment le Front Populaire pour la Libération de la Palestine"*. Par la suite, seul Michel Warschawsky, dirigeant de la "Ligue Communiste Révolutionaire Matzpen" (la section israélienne de la IVe Internationale), devait rester emprisonné, tandis que la police ordonnait la fermeture pour six mois des locaux de la revue.

Au moment où nous écrivons, nous ne savons pas encore quelle décision sera prise par la justice israélienne concernant Michel Warschawsky — un juge devait statuer sur son sort la semaine dernière. Mais il est évident qu'il s'agit d'une opération montée de toutes pièces. Au moment où dans les territoires occupés, les troupes d'occupation israéliennes se trouvent confrontées à un regain de mobilisation, notamment de la jeunesse palestinienne, l'Etat israélien ne pouvait pas tolérer qu'à l'intérieur même d'Israël, des voix juives se fassent entendre à l'unisson des palestiniennes pour dénoncer les agissements de l'Etat sioniste.

L'Etat israélien repose, depuis sa création, sur le mythe d'une population juive unanime qui aurait des intérêts communs à défendre contre l'ensemble des populations arabes et notamment contre la population palestinienne. C'est ce mensonge qu'entendent dénoncer Michel Warschawsky et ses camarades, qui luttent pour un Etat où Juifs et Palestiniens auraient les mêmes droits et vivraient côte à côte.

Notre solidarité leur est acquise sans réserves.

Protestation à propos du sort des prisonniers politiques et réfugiés iraniens

Un certain nombre d'actions de protestation, y compris une grève de la faim symbolique, ont eu lieu ces derniers temps à l'instigation d'un *"Comité de Coordination de la Grève de la Faim"*, représentant une partie des réfugiés politiques iraniens en France. Leur but est de *"forcer l'attention des organisations, et des forces progressistes internationales, et d'abord françaises, en solidarité avec la récente grève de la faim des prisonniers politiques iraniens, bafouée cruellement par le régime, et en opposition avec l'extradition et l'expulsion des demandeurs d'asile iranien des pays étrangers, surtout de la Turquie et du Pakistan"*.

Dans un communiqué ce Comité dénonce : *"Des millions de réfugiés de guerre ont quitté leur foyer et errent dans le pays. Plus d'un million d'enfants, d'adolescents et d'adultes ont été tués ou mutilés dans une guerre qui ne sert qu'à maintenir le régime en place en Iran. Des dizaines de milliers d'opposants et militants ont été tués et exécutés par les criminels au pouvoir. Des dizaines de milliers d'hommes et de femmes, les plus honnêtes de ce pays, sont des prisonniers d'opinion et subissent les conditions les plus effroyables et la torture la plus brutale. Des millions d'Iraniens sont dispersés à travers le monde ou réfugiés en pays étranger. Enfin les femmes, plus de la moitié de la population, objet d'une double oppression, subissent les pires répressions. Voici le bilan d'un régime qui, au cours de huit ans de domination, n'a apporté au peuple iranien que la guerre, le carnage, la répression, les exécutions et la torture."*

Par ailleurs, Amnesty International a publié de son côté l'information suivante : *"Amnesty International a reçu des informations nombreuses et concordantes faisant état de grèves de la faim qu'ont entreprises des prisonniers dans les prisons d'Evin et de Gohardasht.*

Les grèves, qui ont commencé en décembre 1986, entendaient protester contre de graves violations des droits de l'homme qui ne laissent de préoccuper Amnesty International. Au nombre de celles-ci sont :

1) le maintien en détention de prisonniers ayant fini de purger leur peine, et 2) le nombre croissant, semble-t-il, d'exécutions secrètes de prisonniers politiques, notamment dans la prison d'Evin.

D'autres plaintes font état d'une diminution des rations alimentaires distribuées aux prisonniers et de l'insuffisance de chauffage et de vêtements en hiver.

Amnesty International s'est maintes fois inquiété de la détention prolongée sans procès, ou après un procès sommaire, de milliers de prisonniers politiques en Iran, dont de nombreux prisonniers d'opinion. L'organisation continue à être saisie d'informations indiquant que des prisonniers politiques sont torturés en Iran. En 1986, l'organisation recensait 115 exécutions mais compte tenu des exécutions ayant lieu secrètement, le nombre exact en est plus élevé encore."

EUROMISSILES

Le leurre du désarmement

Gorbatchev a relancé la discussion sur les armements en proposant le démantèlement des fusées nucléaires appelées "euromissiles", "SS20" du côté russe, "Pershing II" et "Cruise" côté américain. Reagan y a répondu en proposant son propre plan. Et alors qu'après les entretiens bilatéraux de Reykjavik, en octobre 1986, l'URSS posait comme condition que les Etats-Unis renoncent au programme IDS (dit "guerre des étoiles"), cela ne figure plus aujourd'hui dans les exigences annoncées par Gorbatchev.

Certes, le projet IDS, selon les déclaration du gouvernement américain lui-même, pourrait être retardé. Certes, le déficit du commerce extérieur et du budget américains devrait pousser le gouvernement des Etats-Unis à essayer de limiter ses dépenses militaires. Certes, le coût de l'armement hypothèque terriblement l'économie russe et Gorbatchev souhaiterait y mettre un frein.

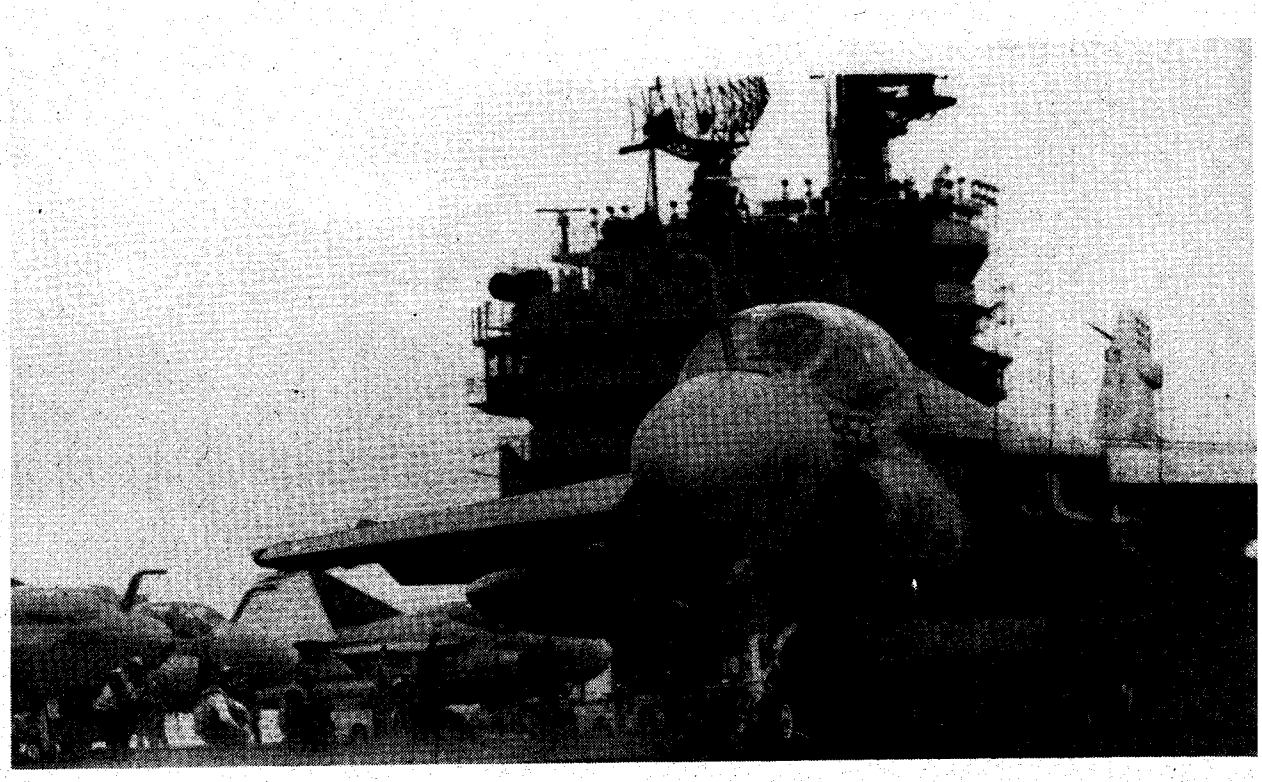
Mais s'il n'y avait que ces seules "bonnes raisons" pour déterminer l'arrêt de la course aux armements, cela fait bien longtemps que le problème serait réglé, et on ne vivrait plus sur un tas de charges nucléaires prêtes à exploser à tout moment.

Les "euromissiles" ou "missiles de portée intermédiaire" qui doivent faire l'objet de la discussion sont loin d'être la totalité des armements, ne serait-ce que nucléaires. A côté de ces fusées dont la portée va de 1.000 à 5.000 kilomètres, il existe des fusées intercontinentales de plus longue portée qui peuvent être tirées du territoire de l'un ou l'autre des deux camps. Il y a également toutes les charges nucléaires qui peuvent être tirées à partir de bombardiers ou de sous-marins nucléaires. Il y a en plus toutes les armes nucléaires de faible portée ; cela va des mines radioactives à l'artillerie et aux fusées de portée de quelques dizaines ou quelques centaines de kilomètres, dont les charges varient de quelques kilotonnes à quelques mégatonnes. Il y a en Europe, mis à part les "euromissiles", des milliers d'ogives nucléaires susceptibles d'être utilisées.

Même en admettant qu'il puisse y avoir accord entre l'URSS et les USA sur les "euromissiles", on serait loin du "désarmement", ne serait-ce que nucléaire. Et il resterait encore toutes les armes dites "classiques", qui vont des armes chimiques à l'artillerie la plus perfectionnée, des chars à l'aviation, avec lesquelles on peut détruire et tuer encore très efficacement. Sans compter les assauts de fantassins se terminant à l'arme blanche, que même l'utilisation d'une superartillerie lançant des charges nucléaires ne saurait supprimer dans les guerres qu'on nous prépare.

Le désarmement est un mythe que les nombreux traités sans lendemain n'ont jamais réussi à démolir. Les pays capitalistes les plus industrialisés et les plus développés ont besoin d'une industrie d'armements en expansion. Non seulement pour assurer leur suprématie économique, politique et militaire sur le reste du monde, mais également pour faire fonctionner leur machine économique. L'industrie de guerre est devenue le moyen privilégié des Etats pour fournir des débouchés à une masse toujours plus grande de capitaux en quête de profits. La course aux armements n'a jamais cessé depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale, et la guerre non plus, puisque les morts dans les conflits localisés se comptent par millions.

Dans la course aux armements, en fait, l'URSS tente de suivre. Malgré les apparences, celles que donnent les parades militaires spectaculaires et lugubres de la Place Rouge, elle ne joue pas du tout le même rôle que les puissances capitalistes. Son économie n'a pas de capitaux en trop en quête de placements. Son économie n'obéit pas non plus à une logique d'expansion. Si la bureaucratie soviétique impose ou maintient une présence militaire ici ou là dans le monde, c'est pour des raisons politiques défensives, en quelque sorte, même si cette "défense"-là est la pire qu'on puisse imaginer lorsqu'il s'agit de l'Afghanistan par exemple. L'URSS pourrait et devrait se défendre contre l'impérialisme qui lui a déjà fait la guerre ouverte une fois et mené contre elle une multitude de guerres partielles indirectes (en Corée, au Viet-Nam, ou en Angola), mais elle ne pourrait le faire efficacement qu'avec le soutien de millions de travailleurs des pays riches, et de millions de pauvres du Tiers Monde qui trouveraient diverses façons de montrer qu'ils sont ses alliés. Mais cela supposerait que l'URSS ne soit plus dirigée par une bureaucratie sénile ou rénovée, tout aussi timorée et pleutre vis-à-vis de l'impérialisme qu'elle est dure, voire sanglante, face aux travailleurs.



La bureaucratie dirigeante ne cherche à défendre l'URSS que par des moyens qui consacrent son infériorité. L'URSS reste un pays relativement sous-développé par rapport aux puissances capitalistes industrielles les plus avancées, et son effort militaire coûte bien plus cher à son économie que celui des pays capitalistes. En choisissant une politique de statu quo avec les pays impérialistes, et en apportant leur concours à l'opposition à tout développement révolutionnaire dans le monde, les dirigeants de l'URSS renoncent finalement aux seules armes qui pourraient leur donner la supériorité.

Le déséquilibre des armements était bien plus considérablement en défaveur de l'URSS dans les quelques années qui ont suivi la révolution de 1917 : mais les pays impérialistes, par crainte de voir leurs propres masses se soulever et menacer leur pouvoir, avaient dû renoncer — certes après trois années de guerre acharnée — à attaquer militairement l'URSS.

De Staline à Gorbatchev, tous les dirigeants russes ont, depuis, constamment essayé de traiter des accords avec les puissances impérialistes, en même temps qu'ils ne faisaient que développer leur machine militaire. Ils demeurent pourtant toujours aussi vulnérables, et n'ont pu combler le retard économique qui sépare l'URSS des pays industrialisés.

Tant que la société conserve ses bases actuelles, celles du capitalisme, il n'y a pas de désarmement possible. Les accords de désarmement ne sont que leurres pour les peuples. Même lorsqu'ils permettent momentanément aux superpuissances que sont les Etats-Unis et l'URSS de moduler le rythme de la course, ils ne la suppriment pas parce qu'elle tient au système lui-même.

Le seul désarmement réel possible, c'est celui que les classes pauvres, aujourd'hui victimes de l'exploitation ou demain chair à canon, peuvent imposer en s'armant, elles, pour abattre la domination de la bourgeoisie.

Louis GUILBERT

Haut vol

Le gouvernement a décidé d'acheter à la firme américaine Boeing trois avions radar AWACS qui coûtent la modique somme de 5,750 milliards de francs.

Plus quelques milliards pour la protection en vol et au sol de ces engins.

C'est cher, mais c'est paraît-il pour la surveillance de "notre espace aérien".

Ça n'a pourtant rien de bon pour l'inflation de jeter en l'air autant d'argent.

Restons les pieds sur terre. Si les salaires décollaient, que resterait-il pour faire joujou avec les dépenses d'armement ?

Faut que ça saigne

Le ministre des Affaires étrangères, J.-B. Raimond, fait un voyage de deux jours en Inde. C'est le bon moment pour aller dans ce pays : la tension monte entre l'Inde et le Pakistan, et depuis un mois, les armées sont face à face à la frontière. L'Inde fait un gros effort militaire et ses dirigeants politiques ont décidé d'augmenter les dépenses militaires de façon spectaculaire, de plus de 25 % par rapport à l'année dernière.

Alors, pas de temps à perdre pour le commis-voyageur de l'impérialisme français. Il y a des affaires à ne pas manquer. D'autant que, dans la capitale indienne, on continue à parler "Mirage 2000" avec la France.

Une bonne petite guerre de plus entre pays pauvres, voilà ce qui manque pour être heureux à nos marchands d'avions, de canons et d'électronique.

PHILIPPINES

Un an après la chute de Marcos, la population désarmée face à ses propres illusio et aux militaires

Le 25 février 1986, le dictateur philippin Ferdinand Marcos abandonnait le pouvoir, mettant fin à 21 années de dictature. Corazon Aquino était proclamée présidente de la République.

Les élections du 7 février 1986 avaient donné lieu à des fraudes gigantesques, et c'est un Parlement à la solde du vieux dictateur qui avait proclamé Marcos réélu face à Corazon Aquino et contre toute vraisemblance. Mais l'agitation, les rassemblements populaires, les manifestations qui suivirent firent craindre à la bourgeoisie, aux chefs de l'armée et à l'impérialisme américain que cette mobilisation populaire ne débouche sur une situation insurrectionnelle.

Le 22 février, Juan Ponce-Enrile, le ministre de la Défense, et le général Ramos, chef d'état-major adjoint, lâchaient alors Marcos. Les troupes envoyées contre eux par Marcos furent littéralement engluées par une marée humaine: la population pauvre de Manille s'était portée au secours des militaires qui avaient rallié Aquino et dont elle faisait "ses" militaires... L'ensemble de l'armée bascula, décidant de la chute de Marcos. Mais, en fait, le ralliement à Corazon Aquino d'hommes comme Ramos, un des généraux les plus appréciés par les dirigeants américains, était le signe du lâchage, décisif, de Marcos par l'impérialisme américain.

UNE DICTATURE USEE

Cela faisait des années que, pour les Etats-Unis, la relève de Marcos était à l'ordre du jour. La dictature, usée, s'avérait, malgré l'état de siège décrété en 1972, incapable de contenir une puissante guérilla paysanne dirigée par l'Armée Nationale Populaire, la NPA, branche armée du Parti Communiste philippin. Cette armée de guérilla, forte de plus de 20 000 combattants au moment de la chute de Marcos, s'accroissait à un rythme de 20 % par an.

En 1983, les Etats-Unis, soucieux de mettre en place une alternative à Marcos, avaient incité Benigno Aquino, l'ex-mari de l'actuelle présidente, un grand bourgeois philippin en exil aux Etats-Unis, à rentrer à Manille. Son assassinat, organisé dès l'atterrissage de son avion par Marcos et son chef d'état-major, le général Ver, précipita les événements. Dès lors, la révolte ne se cantonna plus dans les campagnes, mais dans les villes, à Manille même, manifestations et grèves se succédèrent. Au sein même de l'armée, et à l'instigation des Etats-Unis selon toute vraisemblance, des officiers réclamaient le départ du général Ver et de sa clique de "généraux politiques".

CORY AQUINO: L'ALTERNATIVE DE LA BOURGEOISIE ET DE L'IMPERIALISME

Corazon Aquino doit son pouvoir au choix des dirigeants américains, choix précipité par la crainte que ce soit une insurrection populaire qui ébranle, voire détruise, l'appareil de la dictature.

Dès les premières semaines de son gouvernement, Cory Aquino fit mine de satisfaire les revendications contradictoires des différentes couches de la société philippine. Du moins promettait-elle de s'en occuper...

Geste vis-à-vis des travailleurs et des syndicats, elle nomma ministre du Travail Augusto Sanchez, un avocat proche des syndicats. Elle promulgua une nouvelle loi sur les syndicats, qui leur donnait une plus grande liberté d'action. Geste toujours, elle-même et le général Ramos assistèrent au rassemblement du Premier mai à Manille, et y écoutèrent chanter l'Internationale...

Aquino promit aussi d'aider les millions de paysans sans terre et de s'attaquer aux problèmes de la paysannerie en général. Rapidement, elle proposa aux chefs de la guérilla de négocier, l'amnistie leur étant garantie par elle s'ils acceptaient de rendre leurs armes... aux militaires qui les combattaient depuis vingt ans...

Pour les grands capitalistes et les propriétaires fonciers, dès les premiers mois du nouveau gouvernement, quelques-unes des plus grandes entreprises qui étaient la propriété de Marcos ou de ses "copains", comme la compagnie nationale de l'acier, ou celle du téléphone, furent enlevées à leurs propriétaires et données aux capitalistes liés à Aquino.

Comme on le voit, des symboles ou des paroles pour les pauvres, des actes pour la bourgeoisie philippine spoliée du temps de Marcos...

La composition du gouvernement formé par Aquino ne laissait d'ailleurs aucun doute. Le ministère de la Défense était confié à Juan Ponce-Enrile, déjà à ce poste du temps de Marcos et rallié de la dernière minute à Cory Aquino, et le chef d'état-major était le général Ramos, adjoint à ce poste du temps de Marcos et homme-lige des Américains.

Il y a un an, un rassemblement avec Corazon Aquino, alors candidate contre Marcos. C'était le temps des promesses... et des illusions (AFP)

LE VOILE DES ILLUSIONS PARTI, LES ANTAGONISMES DE CLASSE REPRENNENT LE DESSUS

Cory Aquino jouissait, au moment de son accession à la présidence, d'une réelle popularité parmi la population pauvre dont la mobilisation avait précipité son arrivée au pouvoir. Et ce sont ces illusions de la population pauvre qui ont constitué jusqu'à aujourd'hui, apparemment, l'atout essentiel de Corazon Aquino, tant vis-à-vis des classes dirigeantes philippines que des chefs de l'armée et de l'impérialisme américain.

Un an après, ces illusions semblent être, au moins partiellement, retombées. Si Cory Aquino a été plébiscitée au référendum constitutionnel au début de cette année, l'envoyé spécial du *Monde* notait que, lors du rassemblement qui clôturait sa campagne électorale, il n'y avait *"guère plus de 150 000 personnes là où l'on comptait de 400 000 à 600 000 personnes il y a un an. Et, surtout, une foule organisée, amenée en autocars (comme du temps de M. Marcos), qui avait perdu toute spontanéité."*

Les belles paroles et les promesses des premiers jours n'ont pas eu raison de la réalité.

Dans les villes, la misère est toujours aussi grande: on compte 2,2 millions de sans-logis à Manille; 15 % de la population est au chômage permanent, quand 45 % est de toute façon sous-employée. Dans le pays, 60 % de la population vit au-dessous du seuil officiel de pauvreté.

Dans les campagnes, où seulement 10 % de la population possède 90 % des terres arables, drainant 40 % du revenu national, c'est la soif de terre qui alimente la guérilla. Sur 10 millions de paysans, 5 millions sont ouvriers agricoles dans les grandes haciendas.

Les distributions de terres déjà effectuées par le nouveau régime et celles prévues jusqu'en 1989 ne sont, pour la plupart, que l'achèvement de la "réforme agraire" engagée par Marcos en 1972 et qui était au point mort. Mais pas question de toucher aux 3,5 millions d'hectares des grandes haciendas de canne à sucre, de noix de coco ou de fruits: on se contentera de "réformer" leur fonctionnement... à partir de 1989! Cory Aquino, elle-même propriétaire d'une hacienda près de Manille, avait promis d'en faire *"un modèle de la réforme agraire"*. Mais ça n'est plus à l'ordre du jour...

UN GOUVERNEMENT DE TRANSITION, OTAGE DES MILITAIRES.

Les dirigeants refusent de s'en prendre aux intérêts des gros propriétaires, de la bourgeoisie philippine dont ils sont les mandants. Les problèmes qui ont miné la dictature de Marcos sont toujours là, amenuisant tous les jours le crédit populaire de Cory Aquino, son seul atout aux yeux des chefs de l'armée et des dirigeants américains.

Derrière le frêle paravent démocratique représenté par Cory Aquino, se tient l'armée, toujours présente, et faisant planer la menace permanente d'un coup de force.

Le 6 juillet 1986, une poignée de militaires s'insurgeaient, prenant position à l'hôtel Manilla. Après leur reddition, ils étaient "châtiés" de... trente "pompes"! Le 23 novembre, ce fut la tentative de coup de force du ministre de la Défense, Juan Ponce-Enrile. Il fut simplement remplacé au gouverneme Enfin, le 26 janvier dernier, soldats se mutinèrent à n veau, que tout le monde a voir, lors de leur reddition, q ter, en armes, les positi qu'ils occupaient pour rejo dre une caserne militaire. sont, paraît-il, promis au c seil de guerre.

A chaque tentative, c'es général Ramos qui a sauv mise du régime, estimant s doute, avec les dirigeants am cains, que l'heure n'est venue de se passer des servi de Corazon Aquino.

LE PCP : UNE POLITIQUE RÉFORMISTE

Depuis les années soixar dix, Le PCP avait fait le ch de constituer, dans les cam gnes, à l'abri de tout contrôle la population citadine, u organisation milita s'appuyant sur la révolte paysans. Durant cette lon période, il a pu constituer u puissante armée paysanne, NPA, à l'instar des aut nationalistes qui, en Chine, Vietnam ou à Cuba parvinr au pouvoir à l'issue d'u guerre paysanne.

Dans les villes, le PCP gagné une influence non né geable, en particulier au trav d'un syndicat, le KMU, et regroupements "démocra ques" comme Bayan, mais n'a pas d'autre politique réformiste. Et, dans domaine, à tort ou à raison, population laborieuse des vil a trouvé plus efficace de plé citer Cory Aquino (sans con ter qu'aux élections préside tielles de février 1986, le P n'était pas présent dans la ca pagne électorale). Et les mas pauvres citadines ont été en lées comme force d'appoint d'autres que le Parti Comm niste.

Aujourd'hui, le PCP refuse à déposer les armes da les campagnes, tout en en geant des négociations avec gouvernement et les militaire en signant un cessez-le-feu a, officiellement, duré du décembre 1986 au 8 février d nier. Mais il a pris soin de m quer la différence entre C Aquino et les militaires, con buant à présenter celle comme un rempart contre ce ci. Cela ne lui a pas ouvert perspectives pour auta l'armée ne laissant que peu marge de manœuvre à C Aquino. En octobre derni par exemple, l'armée arr Rodolfo Salas, un des chefs

PCP, un des négociateurs que des émissaires du gouvernement devaient rencontrer le lendemain...

Dans les grandes villes des Philippines, il existe des millions de travailleurs, de déshérités qui constituent une menace potentielle permanente contre les centres du pouvoir. L'armée s'est renforcée, et, si elle choisit la manière forte contre ces pauvres des villes, ils seront totalement désarmés, non préparés à l'affrontement contre elle.

Dans ces villes, à Manille, la classe ouvrière et la masse des pauvres auraient pourtant les moyens de se défendre. Les moyens qui sont ceux dont la classe ouvrière est capable, ce que sa concentration, son rôle économique dans la société rendent possible: l'organisation collective, consciente, dans les entreprises et les quartiers.

Mais il manque surtout à cette classe ouvrière une politique et d'abord la conviction qu'elle ne peut confier son sort à personne d'autre qu'à elle-même, et surtout pas nourrir des illusions dans une prétendue démocratie du bulletin de vote, telle celle de Cory Aquino, à l'ombre des militaires et sous leur étroite surveillance.

Mais les travailleurs pourraient précisément prévenir un coup de force de l'armée; ils pourraient mettre l'armée sous surveillance, la neutraliser même, en détachant la grande masse des soldats, proches du peuple par leur origine, des officiers. Il faudrait, bien sûr, que les travailleurs soient préparés, organisés pour cela. Il faudrait surtout que la classe ouvrière ait une politique à proposer à tous les pauvres des villes, mais aussi des campagnes.

Pour le gouvernement Aquino, comme pour tous les gouvernements bourgeois, la voie d'une redistribution des terres est obstruée d'obstacles tous infranchissables. La classe ouvrière pourrait, elle, réaliser sur l'heure une "réforme agraire", car elle n'aurait pas à chercher à composer avec ces propriétaires terriens qui appartiennent à la même classe que ceux qui l'exploitent. Elle pourrait, sur l'heure, donner la terre à ceux qui la travaillent, en laissant aux paysans eux-mêmes le soin d'exécuter une telle décision. C'est ce que fit, il y a soixante-dix ans,la classe ouvrière russe installée au pouvoir, alors que tous les gouvernements bourgeois qui s'étaient succédé n'avaient su que promettre.

Jean-Jacques FRANQUIER

BANDITISME INTERNATIONAL

La dette envers le Tiers Monde

Selon le dernier rapport de la Banque Mondiale, le Tiers Monde s'enfonce toujours plus dans les dettes. De 992 miliards de dollars en 1985, la dette devrait passer à 1.045 milliards en 1986, 1.085 milliards en 1987. C'est beaucoup, nous dit-on ? C'est énorme ? Les pauvres vivent au-dessus de leurs moyens ? Comme les travailleurs, ici, qui ont dû s'endetter pour acheter une télé ou un logement ? Evidemment, seuls ceux qui ont des moyens, des vrais, peuvent ne pas vivre au-dessus !

La dette du Tiers Monde serait donc énorme. Elle représente pourtant à peine la moitié de la dette publique du seul Etat fédéral américain, et sept fois moins que l'ensemble de la dette publique et privée américaine qui se monte à environ 7.000 milliards de dollars (soit une moyenne d'environ 20 millions de centimes de dettes pour chacun des citoyens américains, bébés compris !).

Seulement, les Etats-Unis sont riches (du moins beaucoup sont riches ou très riches aux USA), alors que le Tiers Monde est pauvre, l'écrasante majorité y est indigente ou crève-la-faim.

UNE DETTE QUI NE CESSE DE S'ACCROITRE

Mais on leur fait quand même payer leurs prétendues dettes, du moins les intérêts, à défaut du capital. De 1981 à 1985, les intérêts et les amortissements de la dette globale du Tiers Monde ont follement augmenté, passant de 78 à 114 milliards. Dans le même temps, les prix des matières premières, principales sources de revenus pour le Tiers Monde, ont vertigineusement baissé. Ainsi les recettes d'exportation du coton, café, jute, manganèse, etc., ont diminué de 104 à 87 milliards. Le Tiers Monde doit vendre bien plus, pressurer bien davantage sa population, sans pour autant arriver à combler cet écart, ni sortir du cycle inexorable de la dette. Et des centaines de milliers de gens se serrent la ceinture sans entrevoir le bout du tunnel. Malgré les draconiennes politiques d'austérité imposées par les chefs d'Etat qui font les entremetteurs, la dette demeure, grossit, nous dit-on, du Soudan à l'Argentine, en passant par le Brésil, le Pérou et la Zambie.

Le Tiers Monde doit toujours davantage emprunter. Depuis 1979, 70 à 80 % du montant des nouvelles dettes contractées servent à payer les intérêts des dettes antérieures. Depuis 1981, la valeur des nouveaux emprunts est pourtant inférieure à ce qui doit être remboursé, tant la dette augmente. Le Tiers Monde est devenu, du coup, un exportateur de capitaux vers les pays riches ! Ou le serait, s'il pouvait tout payer... mais en 1986, 34 pays ont dû "renégocier" leur dette. Cette "dette" est une pompe infernale et sans fin, qui transforme le travail, la sueur et la misère des peuples du Tiers Monde en bénéfices et dividendes pour l'impérialisme. De 1973 à 1982, les profits des grandes banques occidentales dans le Tiers Monde ont triplé. Et pour la seule année 1982, 60 % des bénéfices des banques occidentales ont été réalisés dans le Tiers Monde ! Le Tiers Monde finance les pays riches de même que les travailleurs, ici, financent le Crédit Lyonnais, la Société Générale, ou les autres banques de dépôts ou d'affaires quand ils leur remboursent des intérêts de 15 à 20 % pour de malheureux prêts (à eux, pourtant, la Caisse d'Epargne ou les mêmes banques ne versent que 4,5 % d'intérêts quand les travailleurs leur prêtent)...

La dette du Tiers Monde transforme la sueur et la misère des peuples en bénéfices pour l'impérialisme.

UNE AIDE AU DEVELOPPEMENT... DES BANQUIERS

On nous avait présenté un temps les prêts au Tiers Monde comme une *"aide au développement"*. Une bouée de sauvetage en plomb, plutôt ! Les banquiers occidentaux ont prêté de l'argent qui a servi à acheter aux industriels occidentaux et à leur garantir des débouchés (retour à l'envoyeur !). Au mieux il restait aux pays du Tiers Monde des usines ou du matériel coûteux, et au pire des produits inutiles ne correspondant à aucun besoin essentiel, rouillant sur place sans même avoir été utilisés, comme cet aéroport construit à côté du village natal de Mobutu, chef d'Etat du Zaïre, ou encore cette usine de pâte à papier au Cameroun achevée en 1981 et jamais utilisée ! Restaient surtout les dettes, la dette de plus en plus monstrueuse.

QUI DOIT A QUI ?

La prétendue dette ! Parce que la vraie dette, c'est celle que les riches ont à l'égard des pauvres. Ce sont les premiers qui doivent aux seconds, les nantis qui doivent aux prolétaires, à commencer par ceux du Tiers Monde. Et leur dette est immense.

Toutes les richesses de la société, tout le capital accumulé depuis des générations a été produit par le travail des exploités, dont ceux du Tiers Monde. Les investissements que font les bourgeois — lorsqu'ils sont productifs, ce qui est loin d'être toujours le cas — ne sont que du travail accumulé permettant à de nouveaux ouvriers de travailler dans de nouvelles entreprises.

LA VIEILLE DETTE, SURTOUT

En outre, ceux qui parlent de "dettes" du Tiers Monde passent sous silence plusieurs siècles d'histoire. Après tout, pourquoi l'Amérique latine ne demanderait-elle pas aux bourgeoisies d'Europe de rembourser le produit du pillage qui a commencé au XVI[e] siècle ? Les trésors incas et aztèques fondus et transportés en lingots d'or en Espagne ? Des millions d'Indiens ont été réduits en esclavage pour enrichir l'Espagne, le Portugal, puis la Hollande, la France et l'Angleterre. L'Afrique a son tour a été colonisée. Des millions de Noirs ont été vendus comme esclaves en Amérique, en particulier dans les futurs Etats-Unis. Compte-t-on cette dette-là pour rien ?

Au XIX[e] siècle, l'expansion coloniale des grandes puissances industrielles, d'Europe, des USA, du Japon a permis la mise en coupe réglée des deux tiers de la planète, ceux qui constituent aujourd'hui précisément les pays sous-développés. Quand les grandes puissances ont-elles évoqué la dette qu'elles avaient à l'égard de leurs anciennes colonies ?

Les bourgeoisies impérialistes d'aujourd'hui se sont créées, puis développées et enrichies, dans une très large mesure grâce au pillage, à l'exploitation des pays pauvres. Ce sont elles qui doivent rendre gorge !

Non, le Tiers Monde ne doit rien. Ce sont les Etats impérialistes qui lui doivent. Les bourgeoisies occidentales ont exploité sur place, de façon abrupte, les travailleurs des quatre coins du monde ou les ont même fait travailler dans leurs métropoles. Et ce sont des travailleurs marocains qui "produisaient français" chez Citroën ou Renault, des travailleurs turcs qui "produisaient allemand" chez Volkswagen ou BMW. La prétendue dette actuelle n'est qu'une invention comptable, un procédé de plus pour accroître l'exploitation, accroître le pillage moderne, au profit d'une bourgeoisie impérialiste rapace, qui devra payer. Tout payer : la dette et le capital humain.

Annick JALERIAN

Café serré 100% profits

Les cours mondiaux du café sont très bas depuis deux mois. Ils risquent de baisser encore car la réunion des pays producteurs et importateurs, le 2 mars, n'est pas parvenue à un accord sur les prix et les quotas par pays. Et dans six mois, on redoute même l'effondrement à la suite d'une abondante récolte brésilienne qui sera alors commercialisée.

En attendant, ni dans les rayons des magasins, ni aux comptoirs des bistrots, il n'a été observé de baisses de prix. Bien au contraire. Dans ce sens-là, les variations des prix à la production se répercutent toujours mal. Il y en a qui doivent se sucrer...

la chute des cours des matières premières

Il n'y a pas que le café qui s'effondre. Récemment, l'étain et le cacao, par exemple, ont subi des baisses importantes. Selon le journal économique *Les Echos*, les prix français sont passés de l'indice *100* en 1980 à *165,2* alors que l'indice correspondant du prix des matières premières importées n'atteint que *111,9*. Quelle différence énorme, en six ans à peine.

Et quels profits supplémentaires pour les importateurs et industriels utilisateurs.

Thyssen dénonce ses complices

Le trust ouest-allemand Thyssen, l'un des géants de la sidérurgie, vient d'annoncer qu'il rompait les contrats qui le liaient avec dix-huit entreprises de travail temporaire. Ces entreprises fournissaient à Thyssen des ouvriers, essentiellement turcs, qui travaillaient dans des conditions scandaleuses d'insécurité et de surexploitation.

Le fait avait été dénoncé dans le livre et le film du journaliste enquêteur Günter Wallraff, qui s'était grimé et déguisé en ouvrier turc.

Mais on ne peut pas dire que Thyssen ait été particulièrement pressé : cela fait des mois que le livre est paru. Non seulement Thyssen n'avait pas obtempéré, mais il avait porté plainte contre Wallraff. Le tribunal a condamné l'auteur à supprimer deux passages se rapportant à Thyssen, mais pour le reste, il a dû admettre la véracité des faits dénoncés. Alors, puisque c'est comme cela, Thyssen, le premier responsable, le principal profiteur de cette main-d'œuvre corvéable à merci, dénonce les contrats avec les marchands d'intérimaires. Ces pelés, ces galeux, d'où viendrait tout le mal...

Thyssen espère se blanchir. Cela dit, la dénonciation tardive confirme l'existence du scandale.

Organiser le chômage ou réorganiser la société?

Le gouvernement vient d'annoncer lors de la réception des dirigeants syndicaux quelques mesures destinées aux chômeurs âgés, et ses services de statistiques publient divers chiffres sur le chômage. Dans les deux domaines, rien de bien nouveau à vrai dire.

Chirac a réservé aux dirigeants de la CFTC, syndicat chrétien et résigné, la primeur des consolations qu'il envisage pour les chômeurs âgés. Comme toujours, il s'agit davantage de distribuer de l'argent au patronat que d'améliorer le sort des chômeurs : les entreprises qui embaucheront des chômeurs de "longue durée" ne paieront que 50 % des charges sociales. Là-dessus, les nouvelles mesures pour les chômeurs âgés ressemblent aux vieilles mesures pour les jeunes. Les salariés d'entreprises en faillite pourront partir en préretraite FNE (Fonds National pour l'Emploi) s'ils ont plus de 55 ans. Les contrats de conversion, qui permettent de repousser de quelques mois les licenciements en intercalant un stage de "formation" durant quelques mois avec environ 70 % du salaire, seront étendus. Enfin il y aura des stages destinés aux chômeurs de longue durée sur le modèle de ceux inventés par le ministre du Travail socialiste Delebarre : six mois avec un salaire équivalant à 70 % de l'ancien salaire brut. Bref, un ensemble de mesures pour faciliter les licenciements et ensuite faire traîner les chômeurs, de stage en formation, et de formation en emploi partiel ou provisoire.

Les chiffres de l'INSEE sur le chômage montrent qu'en 1986 plus de 10 % de la population active s'est officiellement trouvée au chômage. Et plus de 12 % dans le Nord-Pas-de-Calais, la Haute-Normandie et le Languedoc-Roussillon. Cela signifie qu'en moyenne un travailleur sur dix est aujourd'hui sans emploi. Pour les moins de 25 ans, la proportion atteint 22 %, soit plus d'un sur cinq !

Il y a aujourd'hui en France largement plus de trois millions de chômeurs. Si évidemment ceux qui gouvernent le laissent rarement entendre, tout le monde sait que le chômage va continuer de se propager. Personne ne fait même plus semblant aujourd'hui de croire qu'il pourrait diminuer.

Dans un premier temps, on nous avait expliqué (la formule était du social-démocrate allemand Schmidt, un ami de Giscard) que les profits d'aujourd'hui étaient les investissements de demain et les emplois d'après-demain. Les entreprises ont fait des profits mais, évidemment, le chômage n'a pas baissé. Puis ce fut l'époque des plans patronaux. Des responsables du CNPF, des hommes politiques qui tissaient leurs discours avec les arguments du patronat se multiplièrent pour annoncer que si on supprimait telle mesure jugée trop contraignante pour les entreprises, on pourrait créer tant de centaines de milliers d'emplois dans l'année, voire dans les six mois !

Les gouvernants de gauche, puis de droite, se sont attaqués par tous les bouts à ce qui, paraît-il, paralysait l'embauche. On a supprimé dans les faits le SMIC pour les jeunes, l'Etat a payé les cotisations sociales à la place des patrons, on a facilité de toutes les façons possibles les licenciements.

Là, les patrons ont bien répondu "présent" : ils ont licencié, réduit les effectifs et quand ils réembauchaient, c'était avec horaires flexibles, à tarifs réduits, des jeunes pour remplacer des travailleurs âgés. Mais, la deuxième partie du programme, évidemment, les créations d'emplois, on l'attend toujours.

On entrevoit sans peine la suite : d'avantage de bas salaires, des TUC dans l'industrie, des vieux travailleurs payés aussi peu que les jeunes, à 2 000 F par mois, sous prétexte de stage ou temps partiel, en attendant pire encore.

Il y a aujourd'hui en France plus de trois millions de chômeurs. Plus de vingt millions en Europe, soit l'équivalent de la population active française dans les usines, les bureaux et sur les chantiers.

UN ÉNORME GÂCHIS

Cela signifie des privations, des souffrances et, au bout, la misère pour les travailleurs qui sont rejetés sur le bas-côté de la société. Mais c'est aussi un énorme gâchis pour la société tout entière. Il y a le gâchis visible, spectaculaire : ces usines en état de marche que l'on envoie à la casse. Mais il y a aussi ces dizaines de millions de travailleurs retirés de toute activité productive, inemployés, condamnés dans la force de l'âge à une retraite précoce, forcée, parce que la société est incapable de les employer, de leur permettre d'utiliser leur énergie et leur compétence.

Mais cette société incapable, c'est le système du profit. C'est le profit qui rend plus rentables pour les capitalistes les placements financiers, les opérations boursières, que les investissements et le développement de la production.

Employer les chômeurs, trouver une tâche à chacun, il n'y aurait pourtant que l'embarras du choix. Car il faut vraiment être déformés comme le sont les capitalistes pour ne voir que le profit et pas les besoins humains et sociaux insatisfaits immenses.

Un banal hiver un peu neigeux suffit à paralyser le pays. C'est qu'il en manque, du monde, dans les services publics, pour entretenir et maintenir en état de marche les transports. Tout comme il manque du personnel dans les services de santé et l'enseignement.

Quant à la production industrielle, ce ne sont pas non plus les débouchés qui lui manqueraient. Le Tiers Monde croule sous les dettes, proclament les banquiers-usuriers. Mais pourquoi les milliards d'hommes qui peuplent l'Afrique, l'Asie et l'Amérique latine devraient-ils engraisser les bourgeois d'Europe, d'Amérique et du Japon ? Il y a tout à faire pour sortir ces pays en friche du sous-développpement. Alors pourquoi ne pas leur faire parvenir des livraisons gratuites ou à bas prix de fournitures et de produits industriels ? Cela poserait des problèmes ? Sûrement : aux capitalistes qui ne veulent pas voir concurrencer leurs produits. Mais cela rendrait service à tous les autres, c'est-à-dire à l'immense majorité, aux travailleurs des pays riches et à la population des pays pauvres.

Chirac a osé parler de "révolution sociale" pour annoncer que désormais *"tout travailleur licencié aura droit à un plan social"*. Quelle ambition, et quel aveu ! Voilà tout le progrès dont est capable ce système. Le véritable plan social qu'il faudrait contre le chômage et la misère serait non pas d'organiser le chômage mais de le supprimer, car c'est un non-sens, un scandale permanent. Et ces mesures de salut public, faut-il vraiment attendre l'anniversaire de 1789 pour les imposer ?

Pierre VERNANT

Maire, Bergeron et Krasucki sont probablement plus à l'aise en tête-à-tête avec Chirac, trois heures de rang, qu'en face-à-face avec des centaines de milliers de travailleurs en lutte.

Alain Clavaud réintégré

Dunlop contraint au recul

Alain Clavaud, licencié par Dunlop à Montluçon à la suite de la publication dans *l'Humanité* d'un article où il avait raconté ses conditions de travail, vient d'avoir gain de cause et sera réintégré. La direction de Dunlop, qui avait refusé d'obtempérer au jugement des Prud'hommes et avait fait appel, a perdu une deuxième fois en justice. Elle pourrait ne pas renoncer totalement et porter l'affaire en cassation.

Toujours est-il qu'elle n'a pas voulu payer les 1 000 francs d'astreinte par jour en interdisant à Alain Clavaud de reprendre son poste en attendant un autre jugement.

Le jugement de la cour d'appel est en lui-même une première. C'est la première fois qu'un salarié non "protégé" par un mandat de délégué ou un mandat syndical est réintégré sur décision de justice. Jusqu'à présent les licenciés pouvaient obtenir des dommages et intérêts, mais pas la réintégration. Et jusqu'à ces dernières années, même les élus étaient logés à la même enseigne.

C'est donc un jugement qui pourrait servir à d'autres, du moins s'il n'est pas cassé. Bien entendu, les patrons ne vont pas cesser de considérer que la propriété privée des usines leur donne le droit d'embaucher ou de licencier qui ils veulent et quand ils veulent. Mais les travailleurs disposeront peut-être d'une arme juridique supplémentaire. C'est dans ce sens que l'affaire Clavaud comptera.

L.G.

FOYERS DE JEUNES TRAVAILLEURS

Le mouvement se renforce

Le mouvement contre les hausses de loyer et pour de meilleures conditions de logement dans les foyers de jeunes travailleurs touche maintenant une centaine de foyers dans l'ensemble du pays.

Le mécontentement des jeunes des foyers a des raisons simples : alors que leurs salaires sont bloqués et que de moins en moins d'entre eux ont un emploi stable, leurs loyers et les prix des repas augmentent année après année (20 à 30 % en deux ans).

A l'origine de ces hausses : les propriétaires des locaux qui augmentent leurs prix, bien sûr. Mais aussi l'Etat qui, lui, réduit délibérément, cyniquement, ses subventions, les gestionnaires gérant la misère.

Depuis les années 1979-1980, en effet, toutes les subventions et les aides aux foyers distribuées dans la décennie précédente, par l'Etat directement ou par les Caisses d'allocations familiales, ont diminué ou ont stagné en francs courants (c'est-à-dire, de toute façon, diminué en valeur réelle).

Avec la crise, les gouvernements successifs, de gauche ou de droite, ont taillé dans tous les budgets sociaux. "Tout pour l'entreprise privée", tel a été le mot d'ordre.

Comme Thatcher et l'Etat britannique, comme Reagan et l'Etat américain, l'Etat français s'est dégagé de plus en plus de ses interventions dans le domaine social pour voler au secours des détenteurs de capitaux.

Choisissant de jouer, dans des proportions de plus en plus importantes, son rôle de béquille, l'Etat a retiré des poches des travailleurs et des moins riches de quoi permettre au capitalisme privé de se survivre.

Les aides, les subventions, c'est aux entreprises privées, en effet, que les Delors, les Bérégovoy et autres Balladur les ont destinées et continuent de le faire.

De l'argent, la gauche en a trouvé, par exemple, pour indemniser largement les actionnaires des entreprises nationalisées. Et Balladur aussi, plus récemment, pour faire cadeau de plusieurs milliards aux groupes qui ont racheté massivement du Paribas à son prix le plus bas...

Dans le même temps, les gouvernements qui se sont succédé aux affaires ont réduit les sommes destinées aux services publics, à la population en général et aux travailleurs en particulier. Que ce soit, d'ailleurs, en taillant directement dans le budget de l'Etat ou dans ce deuxième budget de l'Etat que constitue celui de la Sécurité sociale et des allocations familiales.

Aux patrons, aux industriels, les prêts, les primes, les aides. Aux travailleurs, les sacrifices, aux jeunes, les petits boulots et l'austérité. Et les foyers de jeunes travailleurs ne sont hélas qu'un cas parmi d'autres.

Mais trop, c'est trop.

A force d'être attaqués, les travailleurs ont envie de se défendre.

Les jeunes des foyers, en tout cas, sont bien décidés à se faire respecter. Et même s'il y a des gestionnaires et des directeurs pour oser prétendre qu'ils "se trompent de cible", et qu'ils devraient lutter d'abord... pour leurs salaires, les jeunes se défendent, là où ils sont rassemblés, dans leurs foyers. Ils y défendent leurs conditions de vie, leur dignité.

Dans les semaines qui viennent, ils vont contacter massivement la population pour obtenir son soutien. Actuellement, ils préparent activement leur manifestation nationale du 21 mars à Paris. Plusieurs centaines de résidents ont déjà signé l'appel à cette manifestation et se sont engagés dans le même temps à y *"montrer leur détermination collective à aller jusqu'au bout de leur mouvement, pour la satisfaction de leurs revendications, y compris, s'ils y sont contraints, en engageant une grève des loyers avec la majorité des résidents sur l'ensemble des foyers".*

Plus que jamais, les jeunes travailleurs des foyers sont donc bien décidés à faire reculer les responsables des hausses et à gagner.

Frédéric FERRIERES

Aides et subventions : en chute libre

Depuis les années 1979-1980, les aides et subventions baissent pour les foyers, comme pour les jeunes travailleurs qui y vivent.

Les "aides de dépannage", par exemple, sont largement tombées en panne. Attribuées pour trois mois maximum à ceux des jeunes de foyer qui ne peuvent pas payer leur loyer, leur somme globale n'a pas bougé depuis cinq ans. Elle est restée de 6 millions de francs par an — c'est-à-dire qu'elle a baissé de moitié en valeur réelle — alors que les besoins, précisément, ont augmenté.

Nombre de jeunes travailleurs des foyers touchent aussi une allocation-logement : l'allocation-logement à caractère social, l'ALS. Au total dans le pays (et pas seulement dans les foyers), ils étaient, au 30 juin 1983, selon la CNAF, la Caisse nationale d'allocations familiales, 195.249 jeunes travailleurs à "bénéficier" de l'ALS... et 210.274 au 30 juin 1985. C'est-à-dire que les besoins ont grandi. En revanche, le montant global alloué par la CNAF est passé, lui, de 2,2 à 1,4 milliard de francs entre 1983 et 1985. En deux ans, l'allocation-logement à caractère social est donc passée, en moyenne, de 967 à 564 F par mois et par personne. C'est-à-dire qu'elle a pratiquement diminué de moitié !

L'UFJT (L'Union des Foyers de Jeunes Travailleurs), le regroupement des gestionnaires, pouvait, le 16 février dernier, écrire que *"la récente diminution massive de l'ALS, qui atteint de plein fouet les jeunes des foyers, équivaut pratiquement à une augmentation du coût de la redevance en FJT pouvant aller jusqu'à 25 ou 30 %"!*

COUPES SOMBRES DANS LE BUDGET DE L'ÉTAT.

Toute l'intervention de l'Etat concernant les foyers de jeunes travailleurs va dans le même sens : si les foyers se dégradent, les subventions aussi.

La participation de l'Etat au financement des travaux entrepris par les foyers est passée par exemple de 23 % en 1983 à 5 % en 1984 (-5,4 millions de francs).

La "Palulos", la "Prime à l'amélioration des logements à usage collectif et à occupation sociale", à laquelle les foyers ont droit, a évolué elle aussi à la baisse : 119 837 opérations dans l'ensemble du pays en 1982 pour 964 millions de francs — toutes catégories de logements sociaux confondues. Et 83 123 opérations pour 769 millions de francs en 1985. Les foyers de jeunes travailleurs sont bien sûr touchés par ces diminutions.

Dans le même ordre d'idées, dans la région parisienne, la "ligne budgétaire régionale" qui couvrait à 40 % les opérations de rénovation des foyers a été tout simplement supprimée.

Résultat : seuls 10 à 15 foyers sont rénovés chaque année en France. Alors qu'en 1984, déjà, l'UFJT estimait que 200 sur 450 nécessitaient des travaux de "réhabilitation urgente". En outre, à cause de cette réduction des subventions, les gestionnaires s'endettent de plus en plus auprès des banques pour financer les travaux qu'ils entreprennent. (21 % du financement de ces travaux passaient par ce biais en 1983. 34 % en 1984). Endettement qu'ils répercutent sur les redevances des résidents.

Au total, la part du budget du ministère des Affaires sociales pour "l'action sociale en faveur des enfants et des jeunes (Foyers de jeunes Travailleurs)" a diminué de 14,6 % de 1986 à 1987. Elle est pour 1987 de 54 millions de francs. Elle était en 1983 de 47 millions de francs. C'est-à-dire qu'en francs constants, elle stagne depuis des années !

Pour les postes "Fonjep" (Fonds de coopération de la Jeunesse et de l'Education Populaire), c'est-à-dire pour les postes d'animateurs des foyers, subventionnés également en partie par l'Etat : leur nombre est passé de 705 à 675 en 1986. Par poste, l'Etat versait 44 000 F en 1984 (sur l'année). Et 41 400 F en 1987. Au cours de la seule années 1986, cela s'est traduit par une perte sèche de 4,5 millions de francs pour les foyers.

TOUT BAISSE... SAUF LES LOYERS !

Quant au budget de la Caisse nationale d'allocations familiales, la principale source de subvention des foyers, ce n'est pas différent.

Le montant total des subventions de la CNAF est en effet quasiment le même depuis six ans : 76,3 millions de francs en 1979, 77,5 millions en 1980, 82 millions en 1984. En fait, il est en baisse de 50 % en valeur réelle depuis 1980.

La part de ces subventions consacrée aux "investissements" (aux travaux) a été divisée par deux de 1977 à 1984, passant de 31,5 à 15,5 millions de francs. Une division par quatre en valeur réelle.

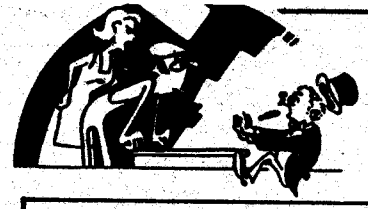
Quant à la part accordée pour le fonctionnement des foyers, elle est passée de 37,6 millions de francs en 1974 à 66,4 millions en 1984. Mais attention aux apparences. Cette progression masque en fait un recul de 35 % en valeur réelle (d'après la CNAF elle-même).

La CNAF est pourtant la seule caisse de la Sécurité sociale à être excédentaire. Eh bien, précisément : une étude de l'INSEE de janvier 1987 révèle que *"les excédents enregistrés par la CAF seront rétrocédés aux entreprises sous la forme d'une diminution de leurs cotisations"*. En clair, la CNAF s'apprête à faire des cadeaux aux patrons après avoir pris directement sur la part des plus pauvres.

Pendant ce temps, les loyers des jeunes travailleurs en foyer augmentent. En 1980, l'UFJT estimait à 450,27 F le prix moyen d'une chambre à un lit, sans repas, ni petit déjeuner (calcul sur 54 foyers). S'il avait suivi l'inflation, le prix serait aujourd'hui de 750 F. En fait, le prix moyen sur la région parisienne est plutôt proche de 1200 ! (1215 F, calculé sur 50 foyers).

Les gestionnaires ont choisi en effet de s'incliner devant les choix de l'Etat et de faire payer aux jeunes travailleurs la réduction des subventions.

On comprend que les jeunes des foyers refusent cette logique.



CENTRES AFPA

La protestation contre l'augmentation des prix des repas s'élargit et s'organise

Le mécontentement gagne de nombreux centres de l'AFPA. Les stagiaires qui sont pour la plupart des travailleurs sans emploi, touchant parfois 90 % du SMIC et parfois même pas 1200 francs par mois, viennent de se voir imposer des augmentations de tarif de cantine injustifiées et insupportables. Cette augmentation touche tous les centres, mais de façon variable.

A l'origine, il s'agit d'une décision prise à l'échelle nationale par la direction de l'AFPA de prélever 1,30 F par repas et par stagiaire. A cette somme, les directeurs de chaque centre ont ajouté leur propre dîme. Certains allant jusqu'à la doubler. Selon les centres, les hausses ont ainsi atteint jusqu'à 20 et parfois 30 %.

Les centres de Bourges, Magnanville, Le Havre et La Grand Combe avaient manifesté leur mécontentement dès l'annonce de l'augmentation, et ils ne sont pas les seuls. Pour l'instant toutes les protestations convergent bien qu'elles ne soient nullement centralisées, ni même coordonnées. Les centres qui ont réagi l'ont fait spontanément, en s'organisant de façons différentes, beaucoup en décidant le boycott des repas.

Les stagiaires des différents centres commencent à se contacter. Certains centres ont élu en assemblée générale un Comité de lutte, comme à Bourges, ou désigné un Comité contre la hausse, comme à Magnanville. Ailleurs ce sont les délégués officiels des sections qui ont simplement protesté, comme à Metz, parfois même avec les représentants du personnel ou du Comité d'établissement, comme à Rochefort.

• A Olivet-Orléans

Début février, la direction annonçait une hausse de 15 % du prix du ticket de cantine qui passa de 13,60 F à 15,40 F. Et qui devait être effective immédiatement. Aussitôt les stagiaires, 250 répartis dans une quinzaine de sections, ont protesté. Le mercredi 18 février, jour de commande des tickets pour le mois de mars, d'un commun accord, aucun carnet n'a été commandé. Le même jour, ils ont organisé le boycott de la cantine le midi et le soir, les stagiaires hébergés au centre ont organisé un pique-nique à la cantine. Une pétition signée de la quasi-totalité des stagiaires a été envoyée à la direction générale à Montreuil, accompagnée d'une lettre de protestation dans laquelle les stagiaires rappelaient qu'ils avaient déjà trouvé grotesque qu'on leur fasse payer leur hébergement depuis septembre dernier, alors que les locaux sont sales, vétustes et que des travaux de rénovation n'ont pas été entrepris. Devant ce mouvement de contestation, la direction a annoncé qu'elle ajournait l'augmentation au 1er mars et que ceux qui avaient des tickets à l'ancien tarif pourraient les réutiliser. Depuis, bon nombre de stagiaires boycottent la cantine. D'autres terminent leurs vieux tickets, mais sont bien décidés à ne pas racheter les nouveaux.

• A la Coulmelle-Nevers

En février, le prix des repas est passé de 11,80 F à 13,60 F soit une augmentation de près de 10%. Aussitôt une pétition contre la hausse a circulé et a été largement signée. D'autre part, ceux qui touchent le SMIC doivent verser 175 F pour le logement. C'est encore gratuit pour ceux qui touchent 1180 F ou 1200 F. Mais à Nevers, nous sommes par chambre de 6. Alors, si les 6 paient, la chambre d'environ trente six mètres carrés revient à 1050 F par mois. Ce qui fait vraiment cher surtout que c'est une vraie caserne. Les raisons de mécontentement ne manquent donc pas, et nous sommes nombreux à penser qu'il faut s'organiser et refuser les hausses.

• A Romanet-Limoges

Après l'augmentation des repas, de 11,50 F à 12 F, nous avons appris par une note négligemment affichée le 3 février qu'on devrait payer une taxe supplémentaire de 1,30 F sur chaque repas. Et que cette mesure serait appliquée dès le 1er février.

Aussitôt nous avons fait une pétition demandant l'annulation de cette taxe supplémentaire: pétition qui a recueilli jusqu'à aujourd'hui 230 signatures environ sur quelque trois cent soixante-dix stagiaires. Et dans la foulée, nous avons organisé un boycott de la cantine le jeudi à midi. Beaucoup ont tenu à marquer leur mécontentement en ne mangeant pas à la cantine ce jour-là.

• A Magnanville

80 % des stagiaires continuent à l'unanimité le boycott de la cantine qu'ils avaient décidé en assemblée générale la semaine dernière. Le syndicat des enseignants appelle à son tour à y participer, ce que certains enseignants avaient d'ailleurs déjà fait par eux-mêmes.

Un Comité contre la hausse a été mis en place par quelques dizaines de stagiaires pour faire connaître le mouvement à la presse et contacter les autres centres en vue de centraliser les diverses actions. Le Comité demande qu'on le contacte en appelant le 30.92.65.36 et le 30.92.63.09, en demandant les délégués TMA.

• A Bourges

Les 150 stagiaires réunis en assemblée générale reconduisent tous les jours le boycott qu'ils avaient décidé dès le début. Ils ont élu un Comité de lutte de 20 membres qui appelle tous les autres centres à faire de même. Le Comité a contacté la presse, les radios locales et la population. Il appelle les autres centres à le contacter au 48.21.16.15 à Bourges, en demandant MM. Dupuis ou Blery à la section Electricité.

• A Metz

Le centre de Metz a lui aussi protesté dès le 25 février par la voix des délégués stagiaires. Ces derniers ont fait parvenir des télex à tous les centres dans lesquels ils *"s'élèvent unanimement contre l'augmentation sur les tickets et demandent à la direction générale d'annuler cette mesure ou au moins le report de la date et l'annulation de l'effet rétroactif sur les anciens tickets"*.

• A Rochefort

Les stagiaires et les représentants du personnel ont publié en commun un communiqué dans lequel ils *"refusent catégoriquement l'augmentation"*. Ils ont décidé eux aussi en assemblée générale de boycotter la cantine pour une durée indéterminée. Une amicale se charge de l'organisation du boycott en distribuant sandwiches et boissons à prix réduit.

Dans un télex, ils font remarquer qu'une *"prise de position analogue de tous les centres de l'AFPA serait de nature à faire reculer la direction"*. Ils se proposent eux aussi pour une coordination et demandent des informations à adresser aux délégués des sections ou au secrétaire du Comité d'établissement.

ALSTHOM (Saint-Nazaire)

Paquebots pour riches oisifs, galère pour les travailleurs

La presse nationale et internationale était présente vendredi 27 janvier pour assister à la pose de la cheminée sur le super-paquebot de croisière construit aux chantiers de l'Atlantique. Cheminée d'ailleurs qui sera enlevée dès le spectacle fini puisque les travaux ne sont pas terminés.

Mais quand on sait que 20 % du prix du paquebot intervenaient à la pose de la cheminée on voit pourquoi la direction de l'Alsthom tenait à "citer" les chaussures de l'armateur norvégien de la compagnie "Royale Caribbean Cruise Line" pour récupérer ce premier chèque. Il en reste 80 %... sur 180 millions de dollars que coûte le paquebot... Un joli magot !

La direction de l'Alsthom se vante à tout vent, de tenir les délais et de faire cette gigantesque construction dans un temps record ! Dix huit mois !

Mais cette course contre la montre pour livrer "Le Souverain des mers", se joue avec notre peau et pas avec la peau de celui qui a encaissé le chèque !

La presse, vendredi dernier, tout au flon-flon du spectacle que faisaient les gros bonnets devant le paquebot, s'est bien gardée de venir voir l'envers du décor. La presse n'a pas consacré les premières pages des journaux pour parler de nos conditions de travail: heures supplémentaires, travail de nuit et pour couronner le tout, annonce du chômage partiel à la tôlerie pour le mois de mars.

Au fur et à mesure que les travaux avancent, c'est encore pire puisqu'on travaille à plusieurs corporations en même temps: brossage, meulage, découpage, pose de laine de verre, soudure.. tout ça sans ventilation efficace. Mais là pas de caméra pour filmer l'état de nos poumons, ni de commentateur zélé !

La première croisière dans les Caraïbes est prévue pour le 8 janvier 1988 et affiche paraît-il "complet". Le prix de la croisière s'élève jusqu'à 7 000 F pour quelques jours par personne. Quand on sait que les salaires des ouvriers aux chantiers qui fabriquent ce paquebot tournent en moyenne par mois entre 5 000 et 6 000 F, on voit tout de suite à qui profite notre surexploitation !

Correspondant L.O.

DASSAULT (Saint-Cloud)

Quand le rejeton milliardaire rend visite à ses ouvriers

Vendredi 27 février un bruit court: Serge Dassault doit venir visiter l'usine de St-Cloud dans l'après-midi. Nous avions appris qu'à l'usine de Mérignac près de Bordeaux, lors d'une visite semblable, il avait été reçu par un millier de travailleurs mécontents... Alors très vite de bouche à oreille nous avons décidé de faire de même dans les ateliers afin qu'il comprenne que nous n'acceptons pas les suppressions de postes et les prévisions d'augmentation nulle pour les salaires des deux années à venir.

C'est à 200 ouvriers représentant la quasi-totalité des ateliers que nous avons accueilli l'héritier milliardaire, et nous lui avons demandé des comptes. Sans gêne il nous a répondu qu'il n'avait pas les moyens de faire davantage et nous a répété de vive voix ce qu'il nous avait écrit à chacun en particulier: *"Ne réclamez pas ce que vous savez pertinemment que nous sommes dans l'impossibilité de vous accorder"*. A ceux d'entre nous lui rappelant sa grosse fortune, il répliquait: *"Oh ! vous savez, tout ça c'est des actions... du papier !"*

ALSTHOM RATEAU (La Courneuve)

Ils veulent nous en imposer: ce n'est pas gagné

Chaque année, ce sont plusieurs centaines de V.O. Impôts qui sont vendues chez Rateau. C'est de tradition de voir les délégués parcourir bureaux et ateliers pour la vendre. Cette année au service comptabilité cela n'a pas plu au chef de service. Aimable en présence du délégué, sitôt son départ il a prévenu le chef du personnel. Et la direction a sauté sur l'occasion pour convoquer ce délégué CGT-mensuel à un entretien préalable avant sanction pour *"vente d'une revue"*. Une première dans l'entreprise, en quelque sorte. Les mensuels, qui d'ordinaire participent peu à des débrayages, ont rendu visite au chef du personnel à plus de 80, et même si ce n'était pas la grande colère, leur présence a été remarquée dans les couloirs.

Finalement, au terme de 15 jours de réflexion la direction s'est contentée d'un avertissement écrit. Mais même cela est jugé comme une preuve de plus que les patrons aujourd'hui se croient tout permis. Un fait de plus qui entretient sous un calme apparent une ambiance de ras-le-bol.

Correspondant LO

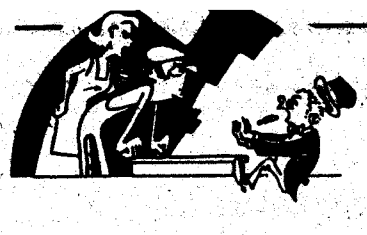
SÉCURITÉ SNCF :

La direction en tient une couche

Le 19 février un élève-conducteur a eu un doigt coupé en fermant la porte de la cabine d'une locomotive BB 17000. Il y a des années que les délégués avaient demandé que la poignée de la serrure dangereuse soit installée sur ces machines comme sur les BB 16000. Mais après étude cela revenait trop cher à la direction.

Cela fait des années qu'il y a ce genre d'accidents, et la SNCF pour faire des économies sur la sécurité avait seulement accepté à l'époque que la coquille qui sert à tirer la porte soit peinte d'une autre couleur !

Extrait du bulletin *Lutte Ouvrière*
SNCF Dépôt Chapelle (Paris)



JAEGER (LEVALLOIS)

Réactions de colère devant les licenciements

L'entreprise Jaeger, qui fabrique des équipements électriques pour l'industrie automobile, envisage de supprimer 15 % de l'effectif — soit six cents sur les quatre mille ouvriers répartis dans une demi-douzaine d'entreprises.

A l'usine de Levallois, où travaillent 650 personnes, ce sont 70 licenciements et 42 FNE qui étaient annoncés.

Le 19 février dernier, la direction a annoncé officiellement les noms des délégués licenciés, neuf sur une cinquantaine. Certains noms ont déclenché des mouvements de colère. Les délégués sont passés dans les services, entraînant derrière eux des travailleurs scandalisés. Le groupe est monté voir la direction.

Devant le nombre et la colère de certains travailleurs, le chef du personnel était plutôt pâle et avait l'air dans ses petits souliers.

Il a osé dire : *"Les cas sociaux n'ont pas été examinés sur cette liste"*. Un travailleur l'a interpellé avec rage : *"Quel est le con qui a fait cette liste ? On vous enverra celui qui a trois gosses. Ils iront manger chez vous quand il sera au chômage."*

La direction, qui essaye de justifier ses licenciements par les nécessités de la compétition économique, avait mis sur cette liste un travailleur considéré comme un des plus compétents de l'entreprise. Ce qui choquait pas mal d'ouvriers, qui en fait de *"licenciement économique"*, voyaient surtout, à juste titre, des règlements de compte contre les travailleurs pas trop-dociles.

Le groupe de travailleurs en colère a fait ensuite le tour de quelques services et s'est adressé à un chef de service, grand défenseur et promoteur des licenciements dans son service. Lui, il a tout entendu, son passé de lèche-bottes patenté, ses décisions incacceptables. Il n'avait pas l'habitude d'entendre ses quatre vérités, et il était moins fringant qu'à l'ordinaire.

Ce coup de semonce a obligé la direction à s'activer. Deux des noms étaient retirés de la liste des délégués licenciés et la direction révisait en baisse le nombre global de licenciés. D'autre part, il y avait un nombre plus grand de FNE. De 112 suppressions d'emplois, on en est maintenant à 97 : 55 FNE mais toujours 42 licenciés.

Depuis, il y a une petite agitation dans l'entreprise. Les travailleurs les plus décidés ont fait le tour des services pour demander des comptes aux chefs.

De son côté, la direction a convoqué, les uns après les autres, les travailleurs licenciés en leur tenant à peu près le même discours, à savoir qu'ils n'étaient *"pas rentables"* ou qu'ils n'étaient *"pas adaptés"* au poste. Certains travailleurs l'ont relevé : *"Au bout de dix ans de maison, on découvre que nous ne sommes pas "adaptés". Quelle blague !"*.

Souvent, les travailleurs licenciés ont été accompagnés par des camarades de leur service qui tenaient à assister à l'entrevue.

Beaucoup de travailleurs sont inquiets. Cela s'est vu aux deux assemblées générales qui se sont tenues à une semaine d'intervalle. Elles ont regroupé chaque fois trois ou quatre cents personnes, plus de la moitié de l'effectif.

A la dernière, mardi 3 mars, les travailleurs sont montés ensemble demander un rendez-vous à la direction pour qu'elle s'explique. *"Pas question qu'il y ait un seul licenciement"*, a dit l'un d'entre nous.

La direction était absente. Rendez-vous a été pris pour le lendemain, et nous nous sommes retrouvés à deux cents dans la salle du CE avec le PDG.

Celui-ci a tenu des propos oscillant entre l'hypocrisie : il *"comprenait notre douleur"* ; *"la situation était pénible pour tout le monde"*, et le cynisme : nous étions de *"bons serviteurs"* dont il fallait malgré tout se débarrasser.

Le ton était parfois houleux : *"Les licenciements sont inadmissibles"* ; *"Jaeger a de l'argent. On nous parle d'un redressement de la situation et on nous licencie. De qui se moque-t-on ?"*. (Jaeger a avoué dix millions de francs de bénéfices cette année, provisionné 38 millions de francs destinés à payer les licenciements, et en outre provisonné 42 millions, comme elle l'avait déjà fait l'année dernière.)

Le PDG s'en est sorti en disant qu'il s'engageait à ce que parmi les licenciés, il y ait *"le moins de cas sociaux possibles"*.

Les travailleurs ont repris rendez-vous pour le lendemain pour voir ensemble quelle action mener pour que ces licenciements ne se passent pas "en douce", comme la direction le souhaiterait.

Correspondant LO

CRÉDIT LYONNAIS

La direction s'obstine à imposer la flexibilité

Après la grève du 13 février, le personnel attendait la décision de la fédération CFDT, qui devait se réunir le 24 février, pour annoncer si elle désapprouvait ou non la signature de sa section du Crédit Lyonnais dans le protocole d'accord sur l'aménagement du temps de travail.

Le 24 février, elle dénonçait finalement cette signature, comme l'avait fait avant elle la fédération SNB de la banque (CGC), une majorité de sections s'étant prononcées contre.

Le personnel espérait donc que cet accord serait ainsi rendu caduc.

Mais la direction se chargeait vite de le détromper. Par une note du 26 février adressée à tout le personnel, elle indiquait *"que ces dénonciations sont dénuées de toute portée juridique. L'accord régulièrement signé avec les délégués syndicaux (CFDT et SNB) du Crédit Lyonnais demeure ainsi pleinement en vigueur"*.

En fait, les syndicats, selon la loi, n'avaient qu'un délai de 8 jours pour retirer leur signature. Ce délai étant largement passé, l'accord s'applique donc. Il peut bien sûr être dénoncé, mais dans ce cas, il y a un préalable de trois mois et ensuite l'accord est applicable durant un an, s'il n'y a pas signature d'un nouvel accord.

La direction du Crédit Lyonnais peut donc tenter d'appliquer l'accord durant quinze mois. Or, cet accord prévoit des négociations locales. La direction du Crédit Lyonnais va donc faire des propositions en comptant localement sur des sections SNB et CFDT partisans de l'accord, pour aboutir à des changements d'horaires.

Par exemple, les sections SNB et CFDT du groupe des agences de Montpellier viennent de signer pour une ouverture des guichets dans l'agence proche du supermarché Casino de Béziers-Ouest. "L'hyperbanque", comme la direction l'appelle, serait ouverte 6 jours sur 7, du lundi au samedi, de 9 h à 21 h, avec un système d'équipes de 2 personnes, et une compensation de 2 jours supplémentaires de congé par an pour celui assurant l'équipe du soir. Pour le lundi, deux personnes seraient prises sur l'effectif d'autres agences du groupe pour assurer l'ouverture ce jour-là.

Parallèlement à ce qui se passe au Crédit Lyonnais, le syndicat patronal, l'AFB, a ouvert des négociations au plan national, où il propose l'ouverture des guichets 6 jours sur 7, avec pour le personnel des semaines de 39 heures en 4 jours. Pour l'instant, aucun syndicat ne paraît vouloir signer un tel accord, mais le personnel reste sur ses gardes, d'autant que les négociations continuent et qu'une nouvelle réunion syndicats-banquiers est même prévue le 26 mars.

Au Crédit Lyonnais, le personnel ne sait plus trop qui et que croire sur cette affaire de flexibilité du temps de travail. Et dans les secteurs du Siège, et dans les agences, où les employés sont hostiles aux modifications d'horaires, ils disent : *"S'ils veulent l'appliquer ici, nous nous battrons pour l'empêcher"*.

Correspondant LO

SNCF (Chambéry)

La direction voudrait faire du charme

Le 11 février dernier, la direction régionale de la SNCF à Chambéry a invité 81 cheminots du service des trains et du service commercial à un forum de "discussion" sur la relance de l'activité commerciale Voyageurs, en difficulté, selon eux, en ce moment.

Le directeur commercial et le directeur de la région comptaient-ils sur "l'esprit d'entreprise" des cheminots ? Ce fut raté, en tout cas, et même le repas offert à tous dans un restaurant d'Aix-les-Bains n'y fit rien. Les cheminots ont d'abord fait remarquer que, de 1981 à 1985, le trafic voyageur était en augmentation, et que pendant ces années, ils n'avaient pas été invités à des réunions de ce genre, que les augmentations ne s'étaient pas répercutées sur les fiches de paye. Parlant de la grève, la direction a fait son mea culpa : *"Vous savez, la SNCF est une vieille dame, elle a de vieilles habitudes, de vieilles structures, il faut l'excuser"*... Interrogés sur la manière d'attirer de nouveaux voyageurs, les cheminots répondaient sur leurs revendications non satisfaites pendant les trois semaines de grève. Certains ont suggéré que la direction pourrait offrir des porte-clés aux voyageurs ou offrir un voyage gratuit au bout de dix. Le directeur de région, visiblement écœuré devant ces cheminots dont il n'y avait décidément rien à tirer, a préféré s'esquiver à midi.

DEUX ROMANS SUR LA CHINE D'HIER

"L'enfant du Nouvel An" De Lao She

Lao She (1899-1966), auteur de *Gens de Pékin* série de nouvelles sur la vie des petites gens à Pékin sous la dynastie mandchoue, est un écrivain d'avant la révolution chinoise de 1949. Après cette date, il cessa d'écrire. Pourtant, au début des années 1960, il entreprit de rédiger une œuvre autobiographique qu'il n'a pu terminer, car en 1966, le 4 août, en pleine "révolution culturelle", les gardes rouges faisaient irruption chez lui et il trouvait la mort.

Le manuscrit inachevé a donné les 11 chapitres de *l'Enfant du Nouvel An*.

Dans ce récit, Lao She brosse un tableau du milieu mandchou au service de l'Empereur en 1898, année de la révolte des Boxers. Il raconte sa naissance, le jour du Nouvel An chinois, jour de fêtes dans sa famille, doublement, puisqu'il était le premier fils, né tardivement.

Sa famille appartient aux "bannières", c'est-à-dire aux cercles privilégiés qui constituaient l'armée, la garde personnelle de l'Empereur. Considérés comme des aristocrates, les Mandchous ne se livraient pas aux activités manuelles.

Le régime impérial était au bout du rouleau. Déjà dans les années 1860, les armées anglaise et française s'étaient attaquées à la cité impériale sans trouver aucune résistance. Et on en comprend les raisons dans le tableau que dresse Lao She de ces parasites parfaits que sont les Mandchous de la garde impériale. Ainsi son beau-père qui *"avait beau être capitaine... n'aimait guère parler de choses militaires"*. Il préférait élever des oiseaux, *"et il dépensait toute son énergie pour que sa façon de tousser ou de rire ait un caractère hautement artistique, au même titre que les menus objets ornant ses cages à oiseaux"*.

Au début de l'Empire la situation des gardes était sans doute lucrative mais la solde restant la même au fil des années, cette situation était devenue plus honorifique qu'enrichissante. Et tous ces gardes qui vivaient dans les quartiers populaires de Pékin étaient plus riches de leurs dettes auprès des commerçants que d'autre chose, et sa famille menait malgré les apparences une vie plutôt difficile. Pourtant pour ne pas s'exclure de leur milieu social, ils se devaient de respecter toutes les traditions et les cérémonials au moment des grands événements. Un vrai casse-tête pour sa mère.

"La poussière et la crasse accumulées pendant plus de deux cents ans d'histoire faisaient que la plupart des Mandchous avaient perdu tout sens du devoir et de la responsabilité personnelle. Nous avions créé un mode de vie unique en son genre qui permettait aux riches de passer leur existence dans le plus grand raffinement et aux pauvres de connaître le même raffinement dans la misère. La vie selon les cas, flottait ou s'enfonçait avec délices dans une mare pleine d'eau croupie... Leur existence ressemblait à un rêve délicat, à la fois limpide et sot."

La description de l'état de déliquescence de l'armée mandchoue laisse imaginer la facilité avec laquelle les étrangers ont pu s'introduire auprès des cercles dirigeants pour obtenir des passe-droits et s'imposer auprès de la population. Lao She dresse un tableau haut en couleurs d'un missionnaire américain le révérend Bull, qui las de végéter en Amérique, était venu chercher fortune en Chine, sur les conseils d'un parent aventurier, truand en Amérique, enrichi par le trafic de l'opium en Chine. Par le biais de la religion catholique ou protestante, les marchands aisés se liaient aux étrangers pour réaliser des affaires plus lucratives et agrandir leur rayon d'action. Dans les campagnes, c'est par le biais des mandarins que les étrangers s'introduisaient pour mieux opprimer les paysans. Mais la misère était tellement grande en Chine à l'époque que les paysans se révoltent contre les étrangers mais aussi contre les mandarins leurs alliés. Et en quelques pages Lao She évoque l'irruption violente que fut la révolte des Boxers. *"A Pékin, à Tientsin et dans toutes les grandes cités, on entendait partout les mêmes cris. Aux éclats de voix arrogants des supérieurs, aux rires obséquieux des subordonnés, aux offres de vendeurs de charges et de titres... au bruit des cuisines les plus raffinées... se mêlaient le cliquetis des chaînes dans les prisons et l'écho des diverses tortures infligées aux suppliciés... Au même moment, les coups de canons des envahisseurs résonnaient toujours à nos oreilles, tandis que des clameurs s'élevaient, appelant au dépècement de la Chine. Dans les villages... même les paysans les plus pacifiques étaient à bout de patience et ne rêvaient plus que de défendre chèrement leur vie, quitte à se battre à coups de poings, de pierre, de fourche, de râteau ou de balai!"*

Présenté comme une chronique autour de sa naissance, c'est un tableau réaliste plein de détails sur la vie de cette partie de la population de Pékin, où il ne manque cependant pas l'humour, ni les clins d'œil, puisque c'est un enfant innocent, qui vient de naître, qui en est le témoin privilégié. Et ce qui est surtout intéressant, c'est qu'on voit cette pénétration des Européens dans le tissu d'une société dont le pouvoir figé dans les traditions est incapable d'assurer l'évolution.

Cécile FAURE

L'enfant du Nouvel An de Lao She -Editions Gallimard. Collection "Du Monde Entier" — 82 F

"La cage entrebaillée" de Lao She

Ce roman écrit en 1933, décrit la vie de fonctionnaires à la Direction des Finances à Pékin, un milieu privilégié, mais bourré de préjugés et aux ambitions mesquines.

Le héros, Lao Li est fonctionnaire lui aussi, mais il a le malheur d'être un idéaliste, il *"cherche la poésie"*, il rêve de bonheur et d'amour et se fait traiter de *"sale communiste"* lorsqu'il s'avance à dénoncer le système matrimonial en vigueur et les mariages arrangés. En 1931, en effet, le droit au divorce a été accordé, même aux femmes, et fait couler bien de la salive dans ce petit milieu qui met aux prises outre le héros, Lao Li, son ami Zhang, l'arrangeur de mariages, un personnage très populaire qui se dépense sans compter pour le *"bonheur"* des autres et Xia Zhao l'intrigant.

Lao Li, fonctionnaire modèle, compétent, (l'un des rares,) est timide et rêveur, il aurait bien quelques velléités de contestation, car il est tiraillé entre les idées nouvelles et la réalité des traditions et du conformisme ambiant. *"Coupée en deux sa vie ne ressemblait à rien, un peu comme les petits pieds débandés de son épouse... D'un côté sa conduite qui était en accord avec la morale traditionnelle était inexcusable du point de vue des idées nouvelles, de l'autre sa philosophie qui était celle de son temps était offensante pour l'ombre de Confucius"*.

Marié à une femme de la campagne, il se décide au bout de plusieurs années à la faire venir à Pékin, mais elle lui fait honte devant ses collègues et ne saurait satisfaire ses aspirations intellectuelles... alors il la relègue à la maison. Mais les femmes ainsi traitées se vengent à leur tour et complotent d'une façon plus ridicule qu'efficace contre leurs seigneurs et maîtres de maris.

Ceci sur un fond de lutte contre le communisme qui se manifeste par l'arrestation du fils d'un des ces fonctionnaires, un étudiant dont les aspirations consistent surtout à "communiser" les biens de son père pour être le seul à en profiter.

Un tableau très réaliste d'un milieu où dominent l'étroitesse de vue, la corruption et les intrigues. Celles-ci sont tellement complexes qu'on s'y perd quelquefois.

Mais Lao She a su faire un tableau vivant de ce monde peu attirant mais jamais totalement méprisable.

Un roman qui n'a pas le souffle ni l'ampleur du précédent, mais qui vaut pour la précision du coup d'œil.

C.F.

La cage entrebaîllée de Lao She. Editions Gallimard, collection "Du monde entier", 110 F.

Sélection télé

SAMEDI 7 MARS

14 h 30. FR3 - Othello. Tragédie de Shakespeare. Othello, général maure au service du doge de Venise, se venge de celle qu'il imagine à tort l'avoir trompé. Production de la BBC, en version originale sous-titrée.

18 h 05. A2 - Les carnets de l'aventure : Karakoram 36-86. Reportage de Marcel Ichac sur une expédition dans l'Himalaya. Réalisé en 1936, il a été revu et enrichi de documents récents par son auteur, un passionné de montagne et de cinéma.

22 h. TF1 - Droit de réponse : Folies de femmes. Michel Polac invite plusieurs femmes écrivains. Parmi elles, la chanteuse Sapho, qui vient de publier un roman *Ils préféraient la lune* racontant les aventures d'un jeune maghrébin, émigré de fraîche date, plongé dans l'univers des paumés d'une cité de banlieue.

DIMANCHE 8 MARS

20 h 35. FR3 - Les géants de la musique. Cycle Georg Solti. Soirée consacrée à Richard Strauss.

20 h 35. La 5 - L'évadé d'Alcatraz, film d'aventure de Don Siegel, avec Clint Eastwood.

22 h 30. FR3 - Cinéma de minuit. The happy years. Film inédit de W.A. Wellman. Le fils turbulent de riches bourgeois est envoyé par son père dans un collège strict du New-Jersey. Le monde de l'adolescence au début du siècle.

LUNDI 9 MARS

20 h 30. TV6 - Le vampire de ces dames. Film de Stan Dragoti. Parodie du film d'épouvante. Le comte Dracula est chassé de Transylvanie par les communistes et reprend ses activités à New-York où il a émigré. Pas spécialement fin...

20 h 35. TF1 - Le tigre aime la chair fraîche. Film de Claude Chabrol. Là aussi, on est en pleine parodie, de James Bond cette fois, et c'est Roger Hanin qui interprète le rôle central, celui de Louis Rapière, dit Le Tigre, agent secret affecté à la protection de la famille d'un ministre en voyage officiel.

MARDI 10 MARS

20 h 30. TV6 - Le souffle de la tempête. Film américain d'Alan Pakula. Une fermière défend sa petite propriété contre les empiètements d'un grand propriétaire terrien. Le style du western classique transposé dans les années 40. Avec Jane Fonda.

20 h 35. FR3 - La poudre d'escampette. Film de Philippe de Broca. Un horticulteur français se réfugie en Tunisie en 1940 pour essayer d'oublier la guerre. Mais elle ne l'oublie pas et il se retrouve obligé de fuir dans le désert en compagnie d'un aviateur anglais poursuivi par l'armée allemande. Parodie de *Un taxi pour Tobrouk* et regard ironique sur l'héroïsme guerrier. Avec Michel Piccoli et Marlène Jobert.

22 h 20. TF1. Allers retours. Dernière partie de l'émission de Roger Pic consacrée aux pays de l'ancienne Indochine. Après le Vietnam et le Cambodge, le Laos. La vie quotidienne de ce pays appauvri par l'impérialisme où tout — l'approvisionnement, l'hygiène, l'éducation, le sort des réfugiés — pose des problèmes dramatiques.

MERCREDI 11 MARS

20 h 35. TF1 - L'heure Simenon. Les demoiselles de Concarneau. Un chauffard renverse une petite fille et s'enfuit. Une trame policière mais surtout, comme toujours chez Simenon, la peinture d'un atmosphère étouffante.

21 h 35. TF1 - Médecine à la Une. Emission d'Igor Barrère consacrée aux médecines douces : acupuncture, mésothérapie, phytothérapie, etc. Avec l'inévitable Rika Zaraï, mais aussi des médecins, praticiens ou non des médecines douces. Participent au débat, entre autres, le professeur Kahn de l'hôpital Bichat et le professeur Carnillot, doyen de la faculté.

21 h 55. FR3 - Thalassa. Venice, California ou le rêve d'un américain. Le magazine de Georges Pernoud est consacré à la réalisation folle d'un américain du début du siècle qui, amoureux de Venise, en fit construire une réplique dans sa propriété près de Los Angeles. Un rêve enlisé, non pas dans les sables mais dans le pétrole, des derricks ayant remplacé les gondoles.

JEUDI 12 MARS

20 h 05. FR3 - Docteur Jivago. Film anglais de David Lean. Le roman de Boris Pasternak porté à l'écran. Un film fleuve avec Omar Sharif et Julie Christie.

21 h 30. TV6 - La horse. Film de Pierre Granier-Deferre. Peinture d'un homme et d'un milieu. Jean Gabin en riche propriétaire normand, autoritaire et traditionaliste.

22 h 10. TF1 - L'enjeu. Emission de François de Closets. Portrait de l'homme du mois : "Felipe Gonzales, le social-réalisme". Version espagnole du "socialisme" que nous connaissons bien aussi de ce côté-ci des Pyrénées : défenseur "réaliste" des intérêts du patronat.

VENDREDI 13 MARS

21 h 20. A2 - Apostrophes. Générations. Regards sur plusieurs générations, depuis ceux qui furent jeunes au début du siècle (Edouard Bled **J'avais un an en 1900)** jusqu'aux anciens soixante-huitards (Hervé Hamon et Patrick Rotman **Génération. Les années de rêve).**

22 h 30. TF1 - Heimat. Feuilleton allemand consacré à l'Allemagne au moment de la Seconde Guerre mondiale. Dixième épisode. L'Allemagne en 1945.

22 h 30. TV6 - Tous les autres s'appellent Ali. Film de Rainer Fassbinder. Les problèmes auxquels se heurte un couple, une Allemande et un Marocain, dans l'Allemagne d'aujourd'hui.

22 h 45. A2 - Ciné-club. Hommage à Samuel Fuller : **Les bas-fonds new-yorkais.** Film policier. Un jeune homme décide de venger la mort de son père.

"Chronique des événements amoureux" d'Andrzej Wajda

"Le seul domaine rêvé où puisse se trouver heureux un Polonais, est le pays des amours enfantines". C'est sur cette citation du poète Adam Mickiewicz que s'ouvre le film. *"Mickiewicz parlait de son enfance à lui, cela correspondait aux années où la Grande armée de Napoléon 1er se mettait en marche vers Moscou"* explique Wajda dans les colonnes du *Monde*.

L'été 1939 s'annonce. Une armée d'opérette — cavaliers chamarrés, dolmans rouges et shackos à aigrette — parade à travers champs, quelque part dans la campagne de la Lituanie alors polonaise, devenue russe avec la guerre.

Wajda a remonté le temps. Witeck, le jeune héros, n'a pas encore connu les désillusions de la fin de la guerre que décrit l'un des premiers films de Wajda: *Cendres et diamants*. C'est l'époque de l'adolescence, celle pour Wajda des illusions, le paradis romantique des jeunes années.

Witeck qui prépare son bac est tombé éperdument amoureux d'Alina une lycéenne elle aussi. Elle habite dans une demeure la plus fermée et la plus bourgeoise, dans le quartier résidentiel de Wilno. Dans ce décor de grands jardins, de maisons de bois, de chemins forestiers, de nature épanouie au soleil, au bord de la rivière, c'est l'histoire de cet amour contrarié par les parents, par la mère de Witeck, une bigote qui a peur de perdre son fils et prie pour son salut, par le père d'Alina, un officier, qui chasse le jeune Roméo qu'il juge par trop entreprenant à coups de carabine chargée au gros sel.

La guerre? ça n'existe pas pour ces jeunes bourgeois, plongés dans les délices de l'éveil de leurs sentiments amoureux. D'ailleurs Witeck a pour meilleurs copains un Russe et un Allemand de Pologne, et si les familles évoquent bien la nécessité du départ, pour ces jeunes plongés dans l'instant, c'est impensable.

Pour le spectateur qui connaît la suite, comme pour Wajda, il en va autrement. Et ces cavaliers qui passent et repassent en arrière-plan, aussi magnifiques que des soldats de plomb, sont quand même là pour nous le rappeler. Mais dans le film, si on parle de la guerre, c'est sans y croire vraiment, même si tout doucement, de façon indolore on s'y prépare quand même.

La mort est malgré tout présente. Car Witeck, fou d'amour pour Alina, décide d'un commun accord avec elle, de mourir le jour de leurs épousailles, afin de fixer une ultime image, celle de leur couple enlacé au bord de la rivière, au sein d'une campagne rayonnante.

Pour Wajda, originaire lui-même de cette Lituanie bourgeoise, l'une des plus riches provinces de l'ancienne Pologne, la Pologne n'est plus ce qu'elle était. La nostalgie du paradis perdu imprègne ce film. Wajda est nationaliste, il ne s'en cache pas. Et ce n'est pas tout à fait anodin cette vision de la Pologne "d'avant" riche et prospère. Pas plus que de choisir de montrer que le seul quartier pouilleux et misérable de cette Pologne passée est le quartier juif. Pas plus encore, que le seul jeune bourgeois dont il trace un portrait peu flatteur soit celui qui tient des propos anti-bourgeois, et, qui plus est, aurait été amoureux d'une Juive.

Mais Wajda se contente de suggérer. On est dans le rêve, dans un passé dont Wajda présente des images qui flottent dans sa mémoire. Il en joue, mais l'ambiguïté reste. Libre au spectateur d'interpréter. Dans le film, le seul paradis perdu reste celui de l'adolescence, de ses illusions, de ses coups de tête ou de ses coups de cœurs ou de ses paris stupides.

La beauté des paysages, au clair de lune ou en plein soleil, la fraîcheur, l'innocence des personnages l'emportent. On se laisse prendre à cette nouvelle version de Roméo et Juliette polonais.

Cécile BERNIER

"Crocodile Dundee"

Etre entraîné au fond d'un lac par un crocodile, et tout de même s'en sortir, ce n'est pas banal. C'est pourquoi une journaliste new-yorkaise part interviewer ce héros peu ordinaire en Australie. Il va l'entraîner sur les lieux de son aventure en pleine brousse australienne. Le héros, plus que par son côté musclé et viril, mais plutôt par son côté malin, adroit et surtout attachant, charmera la journaliste. En un mot, tout le contraire d'un "Rambo".

La journaliste va lui proposer en retour de venir dans la jungle qu'est la ville de New-York. Il s'en sortira plutôt bien. Quiproquos, gags se succèdent tout le long du film. Notre chasseur saura se faire beaucoup d'amis parmi les "petites gens" de New-York et remettre en place les prétentieux qui le considèrent comme un sauvage.

On rit bien en voyant ce film qui est un joli clin d'œil contre les gros bras, les machos et les fats en tout genre. 1 h 40 de détente assurée.

Jean-luc LIGNIER

"Dernière lettre d'une mère juive soviétique à son fils"

avec Hélène Roussel et André Cellier (d'après *Vie et Destin* de Vassili Grossman)

Un soir à Moscou, de nos jours, Vitia décide de relire la dernière lettre que lui a envoyée sa mère, Anna, en 1942 du ghetto juif d'une petite ville d'Ukraine occupée pendant la guerre par les troupes allemandes.

Dans ce long récit, Anna raconte comment les troupes allemandes ont occupé la ville et comment parmi ses voisins dans cette petite ville où elle habitait depuis des années, les sentiments ont changé, révélant le meilleur et le pire, à l'égard des Juifs.

C'est ensuite le déménagement forcé, l'enfermement dans un quartier transformé en ghetto où la vie s'organise. Malgré l'inquiétude, la misère et les premières rumeurs d'extermination, la population du ghetto s'accroche à l'espoir de survivre, élève ses enfants comme s'ils devaient échapper au massacre mais finalement Anna, la mère de Vitia dans cette dernière lettre sait que la vie pour les habitants du ghetto et pour elle-même va bientôt finir.

Un récit digne et émouvant, très bien interprété par deux comédiens qui jouent le fils et la mère, lisant alternativement des passages de cette lettre.

(Jusqu'à fin mars au théâtre de Poche. 75, boulevard du Montparnasse, 75006 Paris. Tél. : 45.48.92.97)

Claire LACOMBE

Du côté de Notre-Dame de Bourde

"Le miraculé" de Jean-Pierre Mocky

Lourdes: un sujet en or. L'Eglise n'y-a-t-elle pas accompli le miracle de transformer en bel argent sonnant et trébuchant l'eau d'une grotte sauvage dans la montagne?

Aussi, avec l'anticléricalisme qui nous caractérise, nous nous sommes précipités pour voir un film sur un sujet aussi prometteur, tout prêts d'avance à rire et à passer un bon moment aux dépens de la religion, des curés et de leur petit commerce de miracles et d'eau-bénite.

La déception a été d'autant plus grande. Les acteurs, même les meilleurs, ne peuvent faire passer un scénario débile. La charge est grosse. Bien sûr on rit quelquefois, car Jean-Pierre Mocky joue à l'éléphant dans un magasin de vierges en porcelaine, mais on retombe vite dans l'ennui.

Hélas! Lourdes ne fait décidément pas de miracles même pour Jean-Pierre Mocky.

C.B.

sélection ciné

Dans les salles parisiennes

MASQUES
de Claude Chabrol

Quel homme se cache derrière le personnage, débordant de gentillesse, qu'est Legagneur un présentateur de télé qui "donne" du bonheur aux petits vieux.

Forum Horizon 1er, Ciné Beaubourg 3e, 14 Juillet Odéon 6e, La Pagode 7e, Biarritz 8e, Gaumont Ambassade 8e, Saint-Lazare Pasquier 8e, Français 9e, 14 Juillet Bastille 11e, Nation 12e, Fauvette 13e, Gaumont Alésia 14e, Miramar 14e, Gaumont Convention 15e, 14 Juillet Beaugrenelle 15e, Maillot 17e, Clichy Pathé 18e.

BONS BAISERS DE LIVERPOOL
de Chris Bernard

Elaine, une jeune chômeuse de Liverpool, tombe amoureuse d'un marin russe et veut le rejoindre en URSS. Ses parents, et les autorités anglaises, s'y opposent. A travers cette histoire de prince charmant, ce film est une peinture corrosive de l'Angleterre du chômage; la jeunesse britannique lui a, paraît-il, fait un triomphe.
3 Luxembourg 6e (VO).

LE NOM DE LA ROSE
de Jean-Jacques Annaud

Une fable policière dans une sombre abbaye du nord de l'Italie, au 14e siècle. L'Eglise en prend largement pour son grade et Sean Connery, en père franciscain, campe un "Sherlock Holmes" impressionnant.
Forum Horizon 1er (VO), Hautefeuille 6e (VO), Marignan 8e (VO), Georges V, 8e (VO), Français 9e, Galaxie 13e, Gaumont Alésia 14e, Montparnasse Pathé 14e, Bienvenue 15e (VO).

ROSA LUXEMBURG
de Margarethe Von Trotta

La vie d'une des grandes figures du socialisme international, l'une des rares à être restée fidèle à l'internationalisme prolétarien lors de la première guerre mondiale.
Cinoches 6e (VO) à 18 h.

VIENNE POUR MEMOIRE
d'Axel Corti

Ce titre général regroupe trois excellents films qu'il faut essayer de voir, bien qu'ils ne bénéficient pas d'une distribution en salle bien pratique

DIEU NE CROIT PLUS EN NOUS

évoque la fuite des Juifs de Vienne devant le nazisme, leur errance à travers l'Europe dont tous les Etats leur sont hostiles.
Saint-Germain Studio 5e, à 14 h 15 et 19 h.

SANTA FE

C'est la tentative d'adaptation aux Etats-Unis et les désillusions de ceux qui ont eu la chance de pouvoir s'y réfugier.
Saint-Germain Studio à 16 h 25 et 21 h 15

WELCOME IN VIENNA

Retour à Vienne en 1945. Les lendemains de la guerre ne chantent pas. La réalité est dure, sinon sordide.
Saint-Germain Village 5e.

MISSION
de Roland Joffé
avec Robert de Niro et Jeremy Irons.

Au 17e siècle, les Indiens Guaranis, encadrés par des missionnaires, sont livrés par l'Ordre des Jésuites aux troupes espagnoles et portugaises. Un plaidoyer pour une certaine forme de société communiste chrétienne et primitive... Des images splendides.
Forum Cinéma Arc-en-Ciel 1er (VO), Lucernaire 6e (VO), George V 8e (VO), Lumière 9e, 3 Parnassiens 14e (VO).

TETE DE TURC
de Jörg Gfrörer et Günter Wallraff.

Le journaliste Wallraff auteur du livre **Tête de turc**, a aussi tourné clandestinement ce film sur l'exploitation des travailleurs turcs en Allemagne.
Saint-André des Arts (VO).

ARGENTINE

Un "point final" aux illusions sur Alfonsin?

C'est le 23 février qu'a été officiellement mis "un point final" à l'hypocrite promesse qu'Alfonsin, le chef de l'Etat argentin, avait faite lors de son arrivée au pouvoir. Tous ceux, civils ou militaires, qui avaient commis des atrocités pendant la dictature, entre 1976 et 1983, devaient - disait-il - être jugés et condamnés pour leurs crimes. Or, la plupart d'entre eux sont aujourd'hui tout simplement amnistiés, même si leurs victimes ou les proches de celles-ci ont fourni la preuve de leur culpabilité. Désormais, il n'est plus possible (sauf dans le cas où les victimes seraient des enfants) d'inculper un des multiples tortionnaires en uniforme, gradé ou non, que compte dans ses rangs l'armée argentine : seuls 160 cas de tortures, meurtres ou disparitions ont été retenus pour être jugés dans les mois, voire les années, qui viennent. Et même si l'on ajoute à ce chiffre les quelques dizaines d'affaires déjà traitées, on est loin, très loin du compte. Les organisations de défense des Droits de l'Homme annoncent en effet le chiffre de 30.000 tués ou disparus pendant la dictature, et la très officielle et gouvernementale commission d'enquête mise en place par Alfonsin au lendemain de son élection, met en cause 1.300 militaires impliqués dans 9.000 affaires comportant torture, assassinat ou enlèvement.

"Justice doit être faite", disait Alfonsin en 1983 : c'étaient les grands mots destinés à ramasser les votes des millions d'Argentins qui ne voulaient plus être gouvernés par des tortionnaires. Dans les premiers mois de son gouvernement, Alfonsin a fait mine de tenir parole. La presse, la télévision ont montré des témoignages et des reportages aussi irréfutables qu'insoutenables : des centres de tortures, des charniers, des camps de concentration. Des victimes, des témoins ont accusé des militaires de haut et de bas niveau. Des complicités, notamment celles de membres du clergé, là aussi de haut et de bas niveau, ont été mises à nu.

Mais ce n'était là qu'un simulacre de justice destiné à donner à Alfonsin une auréole de défenseur du peuple pendant qu'il mettait en place des plans économiques où ce même peuple devrait payer pour remplir les poches des riches argentins et des banquiers occidentaux.

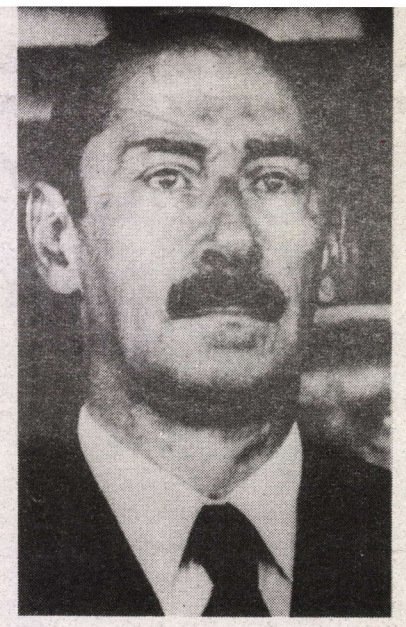
Alfonsin a fait quelques gestes spectaculaires ; il a mis en cause les militaires qui se sont succédé à la tête de l'Etat pendant la dictature. Deux d'entre eux, Jorge Videla et Roberto Viola, ont tout de même fini par être condamnés, l'un à perpétuité et l'autre à dix-sept ans de réclusion, tandis que les deux suivants devraient comparaître à leur tour dans les mois qui viennent. Mais cette apparente sévérité vis-à-vis de hauts dignitaires a servi à blanchir les autres responsables, têtes pensantes ou piètres exécutants de la répression. Sous le prétexte que ceux-ci n'auraient en réalité commis d'autre crime que d'obéir à des ordres de leurs supérieurs (attitude que l'on ne saurait reprocher à un militaire, cohésion de l'armée oblige !) ils ont été considérés comme non coupables. Et c'est ainsi que, de généraux en colonels, de colonels en commandants, en capitaines ou en lieutenants, les militaires qui ont déjà comparu se sont vus totalement ou partiellement innocentés ; comme le seront sans doute les dizaines d'autres cités à comparaître prochainement (si toutefois lesdits militaires ne répondent pas aux reculades d'Alfonsin en boycottant tout simplement les procès !).

Pour justifier sa politique, Alfonsin a expliqué que plus d'intransigeance de sa part risquerait de provoquer un nouveau coup d'Etat militaire. Le même Alfonsin, qui expliquait il y a trois ans qu'il fallait condamner les militaires coupables pour qu'il n'y ait "plus jamais ça", c'est-à-dire plus jamais de tortures ni de dictature, affirme donc aujourd'hui que, pour éviter de nouveaux crimes, il faut laisser les criminels en place !

Ce retournement n'a rien d'étonnant. Alfonsin, serviteur des bourgeois argentins et occidentaux, est dans le même camp que les militaires. Il est, lui, le spécialiste de la guerre en douceur contre les pauvres. Les autres, sont les spécialistes de la guerre ouverte "contre la subversion", comme ils disent. Et Alfonsin sait que la bourgeoisie peut avoir besoin de ces spécialistes-là demain, si la politique d'austérité de son gouvernement provoque des mouvements sociaux.

Aujourd'hui, en Argentine, bien des membres de l'entourage des victimes de la répression, bien des familles qui ne sauront jamais ce qu'il est advenu de leurs proches, bien des travailleurs ont l'impression d'avoir été dupés. Ils ont à juste titre la rage ou l'amertume au cœur. S'ils en concluent qu'il n'y a rien à faire contre les injustices, rien à faire contre les militaires, Alfonsin et les siens auront contribué à désarmer moralement les travailleurs de ce pays. Mais s'ils en concluent que ni Alfonsin, ni ses amis politiques — les radicaux —, ni leurs rivaux — les péronistes — ne sont un rempart contre les militaires ; s'ils en concluent que, puisque tous ces politiciens s'effacent devant les militaires quand ceux-ci s'imposent, c'est à eux-mêmes, travailleurs, de riposter quand on les attaque, à eux de se donner les moyens d'intervenir directement dans la vie politique, le "point final" ne sera peut-être pas ce qu'Alfonsin voulait en faire.

Henriette MAUTHEY



L'ancien dictateur Videla (à droite) et Orlando Agosti (à gauche) : condamner quelques militaires pour blanchir tous les autres. *(AFP)*

Sacrée union

Pour une fois, le pape n'est pas hypocrite. Il se rend en Argentine dans les semaines qui viennent. Mais il ne rendra pas visite aux organisations argentines pour la défense des Droits de l'Homme, pas plus qu'il n'ira verser de larmes dans les camps de détention clandestins découverts depuis 1983.

Par contre, il ira célébrer à Tucuman, une ville du Nord du pays, une messe à l'endroit où l'armée argentine a écrasé la guerilla de l'ERP (Armée Révolutionnaire du Peuple).

Bref, le pape marche — rien de surprenant à cela — la main dans la main avec la haute hiérarchie catholique argentine qui a fait une déclaration appuyant le "point final" dans le but de réconcilier les hommes avec Dieu et entre eux. Une haute hiérarchie dominée par un évêque, l'évêque Aramburu qui s'illustra dans le passé, par son soutien aux militaires.

C'est ainsi qu'en 1982, dans la dernière année de la dictature, il écrivait dans *Il Messagero* de Rome : *"En Argentine, il n'y a pas de fosses communes et chaque cadavre a sa tombe. Tout a été normalement enregistré dans les livres adéquats. (...) Des disparus ? Il ne faut pas tout mélanger. Vous savez qu'il y a des disparus qui vivent aujourd'hui tranquillement en Europe"*.

Et depuis, Aramburu n'a toujours pas voulu voir. Le pape non plus.

MEXIQUE

Bientôt le tonnerre sur le Mexique?

Le recul du gouvernement mexicain devant les grèves et les manifestations étudiantes, il y a deux semaines, n'a pas suffi à ramener le calme social et politique à Mexico.

Le 3 mars, ce sont — d'après la presse — plusieurs centaines de milliers de Mexicains (jeunes, ouvriers, sans-emploi) qui auraient défilé dans les rues de la capitale pour protester contre la politique d'austérité du gouvernement.

L'économie mexicaine est étranglée par sa dette extérieure, ruinée par la baisse du prix du pétrole. Les plans d'austérité succèdent aux plans d'austérité. Et, depuis plusieurs mois, les prix s'envolent de plus en plus vite puisqu'ils ont doublé en moins de six mois. Ceux qui ont la chance d'avoir un emploi vivent dans la misère, tandis que les sans-emploi, en nombre croissant, sont rejetés dans le dénuement.

Depuis des mois, le parti gouvernemental, le PRI, au pouvoir depuis 58 ans et qui a la haute main sur l'appareil syndical officiel, doit faire face à une montée des oppositions.

Les élections de l'an dernier ont fait apparaître la montée du parti de droite, le PAN, qui développe une propagande démagogique vis-à-vis des couches les plus pauvres des villes et des campagnes et semble rencontrer des succès dans le nord du pays.

Mais, à Mexico, dans la capitale, on assiste aussi à une accélération du développement des mouvements qui se situent à gauche, en particulier au niveau syndical dans la classe ouvrière, parmi les employés d'Etat et le mouvement étudiant.

Et il semble bien que la grève des employés du secteur électrique déclenchée le 27 février ait déjà fait école dans d'autres secteurs.

Périodiquement, les banquiers occidentaux agitent le spectre de la dette des pays pauvres dont la faillite menacerait d'entraîner certains d'entre eux... Mais leurs angoisses sont vite tempérées par un coup d'œil sur le flot continu de richesses produites par les travailleurs de ces pays dont la valeur en devises est drainée vers les coffres des capitalistes occidentaux.

Un flot continu, mais que les travailleurs des pays pauvres pourraient tarir s'ils le voulaient. Ça bouge au Mexique, comme ça a bougé hier au Brésil, en Egypte, au Maroc, en Tunisie. Il y a bien des émeutes, des manifestations, des grèves qui seront le début de la vraie révolte, voire de la révolution. Les capitalistes occidentaux peuvent se préparer à des insomnies.

H.M.

Lutte Ouvrière - Directeur de publication : Michel Rodinson - Commission paritaire n° 64-995